



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 25 AVRIL 1908.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1037

Nomination

No 900. Elec.  
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Nomination d'un commissaire d'écoles.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 20 avril courant, 1908, de nommer le docteur Jean P. Decarie, membre de la commission scolaire catholique de la cité de Montréal, à la place de l'honorable Raoul Dandurand, sénateur, résignataire. 1655

Avis du Gouvernement

Québec, 21 avril 1908.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Donald M. Rowat, écuyer, notaire public, pratiquant et résidant en la ville de Richmond, comté de Richmond, district de Saint-François, par laquelle il

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 25th APRIL, 1908.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1038

Appointment

No. 900 Elec.  
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Appointment of a school commissioner.*

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th of April instant, 1908, to appoint Dr Jean P. Decarie, member of the catholic school commission of the city of Montreal, to replace the Honorable Raoul Dandurand, senator, resigned. 1656

Government Notices

Quebec 21st April, 1908.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant-governor of the province of Quebec, by Donald M. Rowat, esquire, notary public, practising and residing in the town of Richmond, county of Richmond, by which he asks for the transfer, in his favor, of the

demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Charles P. Cleveland, en son vivant notaire public, du même endroit; de Eugène Sicotte, notaire public, autrefois résidant et pratiquant au même endroit, et qui a cessé de pratiquer, et de feu Siméon Fraser, en son vivant notaire public, du même endroit, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

1641

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

Avis public est par les présentes donné que les cercles agricoles ci-après mentionnés, ayant transmis au ministère de l'agriculture les déclarations voulues par la loi, et s'étant conformés à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre XX, et 59 Vict., ch. XXI, le soussigné autorise la formation de ces cercles qui sont, par les présentes, constitués en corporations.

Dans le comté du Lac Saint-Jean, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

" Cercle agricole de la paroisse de Sainte Hedwidge "

Dans le comté d'Yamaska, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

" Cercle agricole de la paroisse de Saint-Gérard de Magella "

JULES ALLARD,  
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 21 avril 1908.

1643

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE

Avis est par le présent donné qu'une copie d'un acte d'hypothèque garantissant les premières obligations hypothécaires de " The Gosford Branch and Roberval Wharf Branch ", émises par la compagnie de chemin de fer Québec et Lac Saint Jean, en faveur de la " National Trust Company Limited ", de Toronto, devant Cyr. Tessier, écr., notaire, de Québec, et daté le 16e jour de décembre 1907, a été déposée dans le département du secrétaire de la province, conformément à l'acte 46 Vict., ch. 88, sec. 13.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

Québec, 22 avril 1908.

1657

No 2599.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 20 avril courant, 1908, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Paul-de-Chester, dans le comté d'Arthabaska, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul-de-Chester, les numéros 433 et suivants jusqu'à 448 inclusivement, et partie des biens-fonds ayant au même cadastre les numéros 360, 361, 362 et 432, bornés à l'ouest par la rivière Nicolet, à l'est par le chemin de front du 10e rang, au sud par le bien-fonds ayant le numéro 37L, et au nord par la petite route qui conduit du 10e au 11e rang, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire du village de Saint-Paul-de-Chester.

Cette annexion ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1908.

1653

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deuxième jour d'avril mil neuf cent huit, constituant en corporation Alexandre Latour, manufacturier, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, Joseph-Euclide Dupuis, contre-maître, de la ville de Saint-Jean, Louis Dupuis, contre-

minutes, repertory and index of the late Charles P. Cleveland, in his lifetime notary public, of the same place; of Eugene Sicotte, notary public, formerly residing and practising at the same place, and who has ceased to practice, and of the late Siméon Fraser, in his lifetime notary public, of the same place, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

1642

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that the farmer's clubs hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Victoria, chapter 20, and 59 Vict., ch. XXI, the undersigned authorizes the formation of this club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Lake Saint John, the following club is authorized under the following name, to wit :

" Farmer's club of the parish of Sainte Hedwidge "

In the county of Yamaska, the following club is authorized under the following name, to wit :

" Farmers' club of the parish of Saint Gerard de Magella "

JULES ALLARD,  
Minister of Agriculture.

Québec, 21st April, 1908.

1644

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Notice is hereby given that a copy of an indenture of mortgage securing the Gosford Branch and Roberval Wharf Branch, first mortgage bonds issued by the Quebec & Lake Saint John Railway Company, in favor of National Trust Company, Limited, of Toronto, before Cyr. Tessier, eq., notary, of Quebec, and dated the 16th December, 1907, has been deposited in the provincial secretary's department, in compliance with the act 46 Vict., ch. 88, sect. 13.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

Québec, 22nd April, 1908.

1658

No. 2599.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Boundaries of school municipalities.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th April instant, 1908, to detach from the school municipality of Saint Paul de Chester, in the county of Arthabaska, the immoveables designated on the official cadastre of the parish of Saint Paul de Chester, as numbers 433 and following to 448 inclusively, and part of the immoveables designated on the same cadastre under the numbers 360, 361, 362 and 432, bounded on the west by the Nicolet river, on the east by the front road of the 10th range, on the south by the immovable bearing the number 37L, and on the north by the small by-road leading from the 10th to the 11th range, and to annex such territory to the school municipality of the village of Saint Paul de Chester.

This annexation will come into force only on the 1st of July next, 1908.

1654

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the second day of April 1908, incorporating Messrs. Alexandre Latour, manufacturer, of the town of Saint John, district of Iberville, Joseph-Euclide Dupuis, foreman, of head town of Saint John, Louis Dupuis, foreman, of the city of Montreal, district of Montreal,

maître, de la cité de Montréal, district de Montréal, et Joseph Philippe Dupuis, voyageur de commerce, de la dite cité de Montréal, dans le but de :

1° Acquérir, par achat ou autrement, détenir ou donner à bail, vendre ou autrement trafiquer des terrains à bois, des limites à bois, du bois debout, des pouvoirs d'eau et emplacements pour moulins.

2° Acheter, vendre et trafiquer les bois de toutes sortes, et faire le commerce et la manufacture du bois de sciage, dans toutes ses branches.

3° Eriger, acquérir, posséder et exploiter des moulins à scie et à raboter, des moulins à pulpe et à papier et faire tout commerce en découlant ou s'y rattachant généralement.

4° Manufacturer des portes, châssis, persiennes, jalousies, "fixtures", et ornements de maison en général et des meubles de toutes sortes.

5° Manufacturer des voitures, chars et véhicules de toutes sortes, des boîtes et caisses de tout genre, et s'occuper de la manufacture et du commerce de tous produits, marchandises ou articles dont la partie composante sera de bois de papier ou pulpe.

6° Bâti, acquérir, posséder et exploiter des moulins pour les grains et faire la fleur et y faire tout commerce en découlant et s'y rattachant généralement.

7° Trafiquer et commercer le grain, la fleur et généralement toute matière servant à faire le pain, et toutes sortes de provisions, et marchandises.

8° Bâti et posséder des entrepôts et faire le commerce de gros en général.

9° Construire, posséder, affréter ou employer des barges, vaisseaux ou navires et faire le commerce en général de transport et d'expédition.

10° Construire ou aider ou prendre part à la construction, à l'entretien ou à l'amélioration de chemins, bassins, jetées, quais ou ponts ou autres travaux qui seraient nécessaires ou commodes aux besoins de la compagnie.

11° Contracter avec une personne ou avec une société pour bâti et faire tous travaux privés et publics et entreprises de tous genres, et faire le commerce de contracteurs généraux.

12° Produire et développer des pouvoirs électriques et autres, selon qu'il sera nécessaire ou utile aux besoins de la compagnie.

13° Acheter, prendre à bail, ou acquérir autrement, vendre ou louer ou disposer autrement d'aucune et de toute patente, invention, marque de commerce, nom de commerce se rattachant ou applicable aux fins de la compagnie.

14° Entrer dans des entreprises, avoir des intérêts communs, ou faire toute entente pour le partage des profits ou autrement, avec quiconque se livre ou est sur le point de se livrer à un commerce analogue à celui que la compagnie sera autorisée de faire.

15° Acquérir par achat, bail ou autrement, et prendre "as a going concern", le commerce établi, dans la ville de Saint-Jean, par le dit Alexandre Latour, de même acquérir et posséder tout autre commerce établi par une autre personne ou tout corps incorporé, de nature semblable à celui pour lequel autorisation est donnée à "Latour & Dupuis," Limitée, et d'émettre des parts acquittées, pour le paiement partiel ou total, sous le nom de "Latour & Dupuis," Limitée, avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'avril 1908.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province,

1557.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du neuvième jour de mars 1908, par lesquelles "The Montreal Water and Power Company" a diminué son capital de deux millions (\$2,000,000.00) à un million cent soixante mille

Joseph-Philippe Dupuis, commercial traveller, of the said city of Montreal, for the purpose of :

1. Acquiring, by purchase or otherwise, taking or letting on lease, selling or otherwise dealing in woodlands, timber limits, standing timber, water powers and mill sites.

2. Buying, selling, dealing in wood of all sorts, and trading in and manufacturing sawn lumber, in all its branches.

3. To erect, acquire, own and work sawn and planing mills, pulp and paper mills, and to carry on any trade connected with or relating to it.

4. To manufacture doors, window frames, blinds, fixtures, and house ornaments generally, and furniture of all kinds.

5. To make waggons, cars and vehicles of all kinds, boxes and chests of any sort, and to deal in manufacturing and to trade in products, merchandise or articles whose component part will be wood paper or pulp.

6. To build, acquire, own and work grist mills and making flour and trading therein or in connected therewith generally.

7. To traffic and deal in grain, flour, and generally in any material used for making bread, and all sorts of provisions or merchandise.

8. To build and own storehouses and to carry on a general wholesale trade.

9. To build, own, freight, or use barges, vessels or ships, and to carry on a general transportation and forwarding business.

10. To build or take part in building maintaining or improving roads, basins, jetties, wharves or bridges, or other works which may be necessary or useful for the requirements of the company.

11. To contract with any person or with a firm to build and to carry on any private or public work or undertaking of any kind, and to do business as general contractors.

12. To produce and develop electric and other powers, as may be necessary or useful for the requirements of the company.

13. To buy, hire or acquire otherwise, to sell or lease or dispose otherwise of any patent, invention, trade mark, commercial name attached or applicable to the purposes of the company.

14. To enter into contracts, to have interests in common, or to do any arrangement for dividing the profits or otherwise, with any person entering or about to enter into any business analogous to that which the company will be authorized to carry on.

15. To acquire by purchase, lease or otherwise, and to take as a going concern, the business established in the town of Saint John, by the said Alexandre Latour, as well as to acquire and own any other business established by any one else or any corporation, of a kind similar to that for which authorization is given to "Latour & Dupuis, Limitée," and to issue paid up shares for the complete or partial payment, by the name of "Latour & Dupuis Limitée," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this tenth day of April, 1908.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

1558

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth of March 1908, by which the "Montreal Water and Power Company", has decreased its capital stock from two million (\$2,000,000.00) to one million one hundred and sixty thousand dollars (\$1,160,000.00), sub-

piastres (\$1,160,000.00), subdivisant le stock commun émis de \$1,120,000.00 en actions de la valeur au pair de vingt-cinq piastres chacune, et subdivisant le stock non émis de \$380,000.00 en quinze mille deux cents actions de la valeur au pair de vingt-cinq piastres chacune, le stock préférentiel de \$500,000.00 restant divisé en actions de cent piastres chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce dixième jour de mars 1908.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

1563.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huit avril 1908, constituant en corporation MM. David Maltais, notaire, V. Napoléon Tremblay, négociant, Louis de Gonzague Belley, avocat, Madame Lydia Guay, épouse séparée de biens du dit Louis de Gonzague Belley, tous de la ville de Chicoutimi, et Edmond Tremblay, entrepreneur, du village de Sainte-Anne de Chicoutimi, dans le but d'acquérir par achat ou autrement des biens meubles et immeubles, pouvoir d'eau, posséder par bail ou autrement toutes propriétés foncières ou immobilières aux fins de ses opérations; vendre, louer, donner à bail, échanger ou autrement aliéner ou hypothéquer, donner en gage ou grever des dites propriétés foncières ou immeubles ou toute partie d'iceux de la manière, termes et conditions qui seront jugés convenables.

Posséder et exploiter des pouvoirs d'eau dans les comtés de Chicoutimi et Lac Saint-Jean, produire, manufacturer, emmagasiner, utiliser, fournir, vendre ou louer dans les limites des dits deux comtés de l'électricité, de la lumière électrique, de la chaleur et de la force motrice produite par l'électricité et faire généralement le commerce de l'électricité dans les dits deux comtés.

Acquérir ou louer, par achat ou autrement, la propriété ou l'usage de tout privilège, franchises, de machines, appareils et instruments pour manufacturer, produire, employer et vendre de l'électricité, de la lumière électrique.

Acquérir le droit de poser des poteaux sur des terrains privés ou sur la voie publique pour transmission de l'électricité ou autres objets.

Fabriquer le bois de sciage et la pulpe mécanique et chimique, et faire généralement le commerce de bois de sciage et de bois de pulpe, sous le nom de "La Compagnie Hydraulique de Saguenay" avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000.00) divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'avril 1908.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

1555.2

Québec, 8 avril 1908.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par J.-A. Nadeau, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la ville d'Iberville, comté et district d'Iberville, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu J.-O. Pion, en son vivant notaire public, de la paroisse de Saint-Gregoire le Grand, comté et district susdit, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY  
Secrétaire de la province.

1507.3

#### EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF

##### Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de

dividing the issued common stock of \$1,120,000.00 in shares of the par value of twenty five dollars each, and subdividing the unissued stock of \$380,000.00 into fifteen thousand and two hundred shares of the par value of twenty-five dollars each, the preferred stock of \$500,000.00 remaining divided into shares of one hundred dollars each.

Dated at the office of the provincial secretary, this tenth day of march 1908.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial secretary.

1564

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1908, incorporating Messrs. David Maltais, notary, V. Napoleon Tremblay, trader, Louis de Gonzague Belley, Madame Lydia Guay, wife separated as to property of the said Louis de Gonzague Belley, all of the town of Chicoutimi, and Edmond Tremblay, contractor, of the village of Sainte Anne de Chicoutimi, for the purpose of acquiring by purchase or otherwise the movable and immovable property, water powers, to hold by lease or otherwise any real estate or immovable property for the purposes of its business; to sell, hire, lease, exchange or convey otherwise or hypothecate, to pledge or bind the said real estate or immovable property or any part thereof, in the manner and on the terms and conditions they may see fit.

To own and operate water powers in the counties of Chicoutimi and Lake Saint John, to produce, manufacture, store, utilize, furnish, sell or hire on the limits of the said two counties, electricity, electric light, heat and motive powers produced by electricity, and generally to deal in electricity in the said two counties.

To own or lease, by purchase or otherwise the property or the use of any privilege, franchise, machines, apparatus, and instruments for manufacturing, producing, to employ and sell electricity and electric light.

To acquire the right to fix posts or private lands or on public roads for the transmission of electricity or other objects.

To prepare sawn lumber and mechanical and chemical pulp, and generally to deal in sawn lumber and pulp wood, by the name of "La Compagnie Hydraulique du Saguenay," with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the provincial secretary, this tenth day of April, 1908.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

1556

Quebec, 8th April, 1908.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by J.-A. Nadeau, esquire, notary public, practising and residing in the town of Iberville, county and district of Iberville, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late J. O. Pion, in his lifetime notary public, of the parish of Saint-Gregoire le Grand, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

1508

#### EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

##### Relating to notices for Private Bills

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of

l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de l'acte demandé, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement;

the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. — Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up - giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60. — The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared, in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1039

G. C.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réajustement d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1040

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is

de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer les lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus de clauses spécial et de rigueur, que es dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page

intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for

d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou l'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

1041

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt in the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

1042

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

### Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
No 325.

Dame Sophronie Legendre, de la cité et du district de Montréal, épouse de Joseph Louis Dumont, entrepreneur, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs

Joseph Louis Dumont, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, en cette cour, le 10ème jour de décembre 1907.

J. ADELARD OUMET,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 16 avril 1908. 1659

Province de Québec, }  
District de Montréal } Cour Supérieure.  
No 575.

Dame Virginia Rougeau, de Pont-Viau, district de Montréal, épouse commune en biens de Henri Trudeau, restaurateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son mari.

PELLETIER & LETOURNEAU,  
Avocats de la demanderesse,  
Montréal, 26 mars 1908. 1385.5

Province de Québec, }  
District de Montréal } Cour Supérieure.  
No. 1074.

Dame Adélaïde Tremblay, épouse commune en biens de George Marcotte, tous deux de la ville de Maisonneuve et district de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

L. C. MEUNIER,  
Avocat de la demanderesse.  
1465-4

### Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 3325.

Dame Sophronie Legendre, of the city and district of Montreal, wife of Joseph Louis Dumont, contractor, of the city and district of Montreal, duly authorized "à ester en justice",  
Plaintiff ;

vs

Joseph Louis Dumont, Defendant.  
The plaintiff has brought, on the 10th December, 1907, against the defendant, a suit for separation of property.

J. ADELARD OUMET,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 16th April, 1908. 1660

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 575.

Dame Virginia Rougeau, of Pont-Viau, district of Montreal, wife common as to property of Henri Trudeau, of the same place, and duly authorized à ester en justice, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

PELLETIER & LETOURNEAU,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 26th March, 1908. 1386

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 1074.

Dame Adélaïde Tremblay, wife common as to property of George Marcotte, both of the city of Maisonneuve and district of Montreal, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

L. C. MEUNIER,  
Attorney for plaintiff.  
1466

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No. 1336  
 Dame Catherine Logan, des cité et district de  
 Montréal, épouse de Frank N. Mullin, du même  
 lieu, épicière, dûment autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Frank N. Mullin, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 devant cette cour par la demanderesse contre le dé-  
 fendeur, le 31 mars dernier, 1908.  
 BARNARD & DESSAULLES,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 4 avril 1908. 1479-3

Province de Québec, }  
 District de Trois-Rivières, } *Cour Supérieure.*  
 No. 506.  
 Dame Elizabeth Ayotte, épouse de Onésime Cossette,  
 marchand, de la paroisse de Saint-Adelphe,  
 dûment autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Onésime Cossette, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée,  
 ce jour, en cette cause.  
 BLONDIN & DESY,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Trois-Rivières, 24 mars 1908. 1411.4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 3049.  
 Dame Janet Clemy Craik épouse de Wesley Benja-  
 min Lindsay, de la cité et district de Montréal,  
 entrepreneur, Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Wesley Benjamin Lindsay, entrepreneur, de  
 la dite cité de Montréal, Défendeur.  
 Avis est par le présent donné que, le 24e jour de  
 mars 1908, la demanderesse a institué, devant la  
 cour supérieure pour le dit district, une action en  
 séparation de biens contre son mari, le susdit  
 défendeur.  
 CHAUVIN & BAKER,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 28 mars 1908. 1397-4

Province de Québec, }  
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
 No. 518  
 Dame Marie Louise Oliva Lefebvre, du village  
 Yamachiche, épouse de Joseph Tousignant dit  
 Lapointe, marchand, du même lieu, dûment au-  
 torisée à ester en justice, Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Joseph Tousignant dit Lapointe, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée,  
 en cette cause, le vingt-huitième jour de mars 1908.  
 MARTEL & DUPLESSIS,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Trois-Rivières, 30 mars 1908. 1441-4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 966,  
 Dame Annie Diotte, de la ville de Saint-Louis, dis-  
 trict de Montréal, épouse de John Alexandre  
 Shinnick, du même lieu, dûment autorisée à ester  
 en justice, Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit John Alexandre Shinnick, Défendeur.  
 La demanderesse a institué, le 11 mars 1908, con-  
 tre le défendeur, une action en séparation de biens.  
 BISAILLON & BROSSARD,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 21 mars 1908. 1317.5

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court*  
 No. 1336  
 Dame Catherine Logan, of the city and district of  
 Montreal, wife of Frank N. Mullin, of the same  
 place, grocer, duly authorized to ester in justice,  
 Plaintiff ;  
 vs  
 The said Frank N. Mullin, Defendant.  
 An action for separation as to property has been  
 instituted herein on the 31st of March last, 1908.  
 BARNARD & DESSAULLES,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 4th April, 1908. 1480

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
 No. 506.  
 Dame Elizabeth Ayotté, wife of Onésime Cossette,  
 merchant, of the parish of Saint Adelphe, duly  
 authorized to ester in justice,  
 Plaintiff ;  
 vs  
 The said Onésime Cossette, Defendant.  
 An action for separation as to property has been  
 instituted in this case, this day.  
 BLONDIN & DESY,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Three Rivers, 24th March, 1908. 1412

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 3049.  
 Dame Janet Clemy Craik, wife of Wesley Benjamin  
 Lindsay, of the city and district of Montreal,  
 contractor, Plaintiff ;  
 vs  
 The said Wesley Benjamin Lindsay, contractor, of  
 the said city of Montreal, Defendant.  
 Notice is hereby given that, on the 24th day of  
 March, 1908, the plaintiff has instituted before the  
 superior court for the said district, an action for  
 separation as to property from her husband, the  
 above described defendant.  
 CHAUVIN & BAKER,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 28th March, 1908. 1398

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
 No. 518.  
 Dame Marie Louise Oliva Lefebvre, of the vil-  
 lage of Yamachiche, wife of Joseph Tousignant dit  
 Lapointe, merchant, of the same place, duly au-  
 thorized to ester in justice, Plaintiff ;  
 vs  
 The said Joseph Tousignant dit Lapointe, Defendant.  
 An action for separation as to property has, this  
 twenty eighth day of March instant, been instituted  
 against defendant.  
 MARTEL & DUPLESSIS,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Three Rivers, 30th March, 1908. 1442

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 966.  
 Dame Annie Diotte, of the town of Saint Louis, in  
 the district of Montreal, wife duly authorized "à  
 ester en justice" of John Alexandre Shinnick, of  
 the same place, hotel-keeper, Plaintiff ;  
 vs  
 The said John Alexandre Shinnick, Defendant.  
 The plaintiff has brought, on the 11th of March,  
 1908, against the defendant, a suit for separation  
 of property.  
 BISAILLON & BROSSARD,  
 Solicitors for plaintiff.  
 Montreal, 21st March, 1908. 1318

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 537.

Georgianna Martin, dûment autorisée à ester en justice, épouse de Léon Mercier, propriétaire de *pools*, tous deux de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre le dit Léon Mercier.

PHILIPPE DORVAL,  
 Procureur de la demanderesse.

Montréal, 2 avril 1908. 1485-3

Province de Québec, }  
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
 No 7932.

Dame Hermine Gauthier dit Landreville a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Joseph Dubeau, cultivateur, tous deux du canton de Roxton, dit district.

C. A. NUTTING,  
 Procureur de la demanderesse.

Sweetsburgh, 23 mars 1908. 1395-4

AVIS

Dame Hannah Connery, épouse commune en biens de Joseph Bourassa, journalier, des cité et district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari à la cour supérieure du district de Montréal, sous le No 582.

FONTAINE & LABELLE,  
 Avocats de la demanderesse.

Montréal, 27 mars 1908. 1435-4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 1133.

Dame Albina Lachapelle, épouse commune en biens de Alphonse Besette, tous deux de la ville de Maisonneuve et district de Montréal, a intenté une action en séparation de bien contre son dit époux.

L. C. MEUNIER,  
 Avocat de la demanderesse.

1467-4

Dame Anaïs Leblanc, épouse de Napoléon Pelletier, de la ville de Fraserville, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contra son dit mari, sous le No 3963, des dossiers de la cour supérieure du district de Kamouraska.

W. A. POTVIN,  
 Avocat de la demanderesse.

Fraserville, 4 avril 1908. 1539-3

Province de Québec, }  
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
 No 88.

Une action en séparation de biens a été prise, ce jour, par Dame Eliza Blanchette, épouse commune en biens de Amédée Lavigne, charretier, de Daveluyville, contre son dit époux.

WALSH & POISSON,  
 Procureurs de la demanderesse.

Arthabaska, 31 mars 1908. 1633-2

La compagnie "The Canadian Northern Quebec Railway" vendra par encan, dans ses hangars à fret, rue Moreau, Montréal, Qué., le 5e jour de mai 1908, à 10 heures a.m., les effets de bagage et de fret non réclamés.

WALTER M. KEARNS,  
 Commissaire-priseur.

1105.7

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER  
 QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie du chemin de fer Québec Central aura lieu à Londres, dans le bureau de la compagnie, 5, rue Great Winchester, E. C., mercredi, le sixième jour de mai 1908, à 11.30 a.m.,

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 537.

Georgianna Martin, duly authorized to ester en justice, wife of Léon Mercier, owner of *pool rooms*, both of the city and district of Montreal, has, this day, sued the said Léon Mercier for separation as to property.

PHILIPPE DORVAL,  
 Attorney for plaintiff.

Montreal, 2nd April, 1908. 1486

Province of Quebec, }  
 District of Bedford. } *Superior Court.*  
 No. 7932.

Dame Hermine Gauthier dit Landreville has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Joseph Dubeau, farmer, both of the township of Roxton, said district.

C. A. NUTTING,  
 Attorney for plaintiff.

Sweetsburgh, 23rd March, 1908. 1396

NOTICE

Dame Hannah Connery, wife common as to property of Joseph Bourassa, laborer, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, in the superior court of the district of Montreal, under the No. 582.

FONTAINE & LABELLE,  
 Attorneys of plaintiff

Montreal, 27th March, 1908. 1436

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1133.

Dame Albina Lachapelle, wife common as to property of Alphonse Besette, both of the city of Maisonneuve and district of Montreal, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

L. C. MEUNIER,  
 Attorney for plaintiff.

1468

Dame Anaïs Leblanc, wife of Napoléon Pelletier, of the town of Fraserville, has taken, to day, an action for separation as to property against her husband, under No 3963, of the records of the superior court, district of Kamouraska.

W. A. POTVIN,  
 Attorney for plaintiff.

Fraserville, 4th April, 1908. 1540

Province of Quebec, }  
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
 No. 88.

An action for separation of property has been instituted, this day, by Dame Eliza Blanchette, wife common as to property of Amédée Lavigne, carter, of Daveluyville, against his said husband.

WALSH & POISSON,  
 Attorneys for plaintiff.

Arthabaska, 31st March, 1908. 1634

Auction sale of unclaimed freight and baggage will be held at the Canadian Northern Quebec Railway, freight sheds, Moreau street, Montreal, Que., at 10 a. m., 5th May, 1908.

WALTER M. KEARNS,  
 Auctioneer.

1106

THE QUEBEC CENTRAL RAILWAY  
 COMPANY.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Quebec Central Railway Company, will be held at the London Office of the Company, No. 5, Great Winchester street, E. C., on Wednesday, the sixth day of May, 1908, at 11.30 o'clock

pour recevoir le rapport des directeurs et l'état des comptes pour l'année finissant le 31 décembre 1907, et pour l'élection des directeurs.

Les livres de transfert seront clos depuis le 22 avril au 6 mai, ces deux jours inclus.

Les porteurs des "Income Bonds" désirant assister ou voter à l'assemblée, doivent déposer leurs bonds au bureau de la compagnie trois jours au moins avant l'assemblée.

Par ordre,

EDWARD DENT,  
Président.  
CHAS. D. BRASSEY  
Secrétaire.

5, rue Great Winchester,  
Londres, E. C., 18 avril 1908.

1591.2

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER QUÉBEC  
CENTRAL.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions d'une loi de la législature de la province de Québec, de la présente session, intitulée : "Loi pour amender la charte de la Compagnie du Chemin de fer Québec Central", une assemblée spéciale des actionnaires de la compagnie, aura lieu aux bureaux de la compagnie, 5, rue Great Winchester, Londres, E. C., mercredi, le sixième jour de mai 1908, à 11 h. 52 a. m., ou aussitôt après que les affaires de l'assemblée générale ordinaire de la compagnie, devant avoir lieu à 11 30, le même jour et au même endroit, seront terminées, dans le but de prendre en considération et si il est à propos de passer une résolution consentant et approuvant les dispositions de la loi concernant le changement du pouvoir de voter les débetures actuelles, le capital action et l'élection des directeurs de la compagnie.

Par ordre du bureau,

CHAS. D. BRASSEY,  
Secrétaire.

Daté ce 18e jour d'avril 1908.

1593.2

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER  
QUÉBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions d'une loi de la législature de la province de Québec, de la présente session, intitulée : "Loi pour amender la charte de la compagnie du chemin de fer Québec Central", une assemblée spéciale des porteurs de trois pour cent du stock de débetures de la compagnie aura lieu aux bureaux de la compagnie, 5, rue Great Winchester, Londres, E. C., mercredi, le sixième jour de mai 1908, à 11.48 a. m., ou aussitôt après que les affaires de l'assemblée générale ordinaire de la compagnie, devant avoir lieu à 11.30, le même jour et au même endroit, seront terminées, dans le but de prendre en considération et si il est à propos de passer une résolution consentant et approuvant les dispositions de la dite loi concernant le changement du pouvoir de voter les débetures actuelles, le capital action et l'élection des directeurs de la compagnie.

Par ordre du bureau,

CHAS. D. BRASSEY,  
Secrétaire.

Daté ce 18e jour d'avril 1908.

1595.2

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER  
QUÉBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions d'une loi de la législature de la province de Québec, de la présente session, intitulée : "Loi pour amender la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec Central", une assemblée spéciale des porteurs de quatre pour cent du stock de débetures de la compagnie, aura lieu aux bureaux de la compagnie, 5, rue Great Winchester, Londres, E. C., mercredi, le sixième jour de mai 1908, à 11.45 a. m., ou aussitôt après que les affaires de l'assemblée générale ordinaire de la compagnie,

a. m., to receive the report of the directors and statement of accounts for the year ending 31st December, 1907, and to elect directors.

The transfer books will be closed from 22nd April, to the 6th of May, both days inclusive.

Income bondholders desirous of attending or voting at the meeting, must deposit their bonds at the office of the company, three days at least before meeting.

By order,

EDWARD DENT,  
President.  
CHAS. D. BRASSEY,  
Secretary.

5, Great Winchester street,  
London, E. C., 18th April, 1908.

1592

THE QUEBEC CENTRAL RAILWAY  
COMPANY.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of an act of the legislature of the province of Quebec, of the present session, entitled : "An act to amend the charter of the Quebec Central Railway Company", a special meeting of the shareholders of the company, will be held at the offices of the company, 5, Great Winchester street, London, E. C., on Wednesday, the sixth day of May, 1908, at 11.52 o'clock a. m., or so soon thereafter as the business of the ordinary general meeting of the company, to be held at 11.30 o'clock, on the same day and at the same place, shall have been concluded, for the purpose of considering and if thought fit passing a resolution consenting and approving, of the provisions of the said act in regard to rearranging of the voting power of the existing debenture and share capital and the election of directors of the company.

By order of the board,

CHAS. D. BRASSEY,  
Secretary.

Dated this 18th day of April, 1908.

1594

THE QUEBEC CENTRAL RAILWAY  
COMPANY.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of an act of the legislature of the province of Quebec, of the present session, entitled : "An act to amend the charter of the Quebec Central Railway Company", a special meeting of the holders of the three per cent debenture stock of the company, will be held at the offices of the company, 5, Great Winchester street, London, E. C., on Wednesday, the sixth day of May, 1908, at 11.48 o'clock a. m., or so soon thereafter as the business of the ordinary general meeting of the company, to be held at 11.30 o'clock, on the same day and at the same place, shall have been concluded, for the purpose of considering and if thought fit passing a resolution consenting and approving of the provisions of the said act in regard to rearranging of the voting power of the existing debenture and share capital and the election of directors of the company.

By order of the board,

CHAS. D. BRASSEY,  
Secretary.

Dated this 18th day of April, 1908.

1596

THE QUEBEC CENTRAL RAILWAY  
COMPANY.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of an act of the legislature of the province of Quebec, of the present session, entitled : "An Act to amend the charter of the Quebec Central Railway Company", a special meeting of the holders of the four per cent debenture stock of the company, will be held at the offices of the company, 5, Great Winchester street, London, E. C., on Wednesday, the sixth day of May, 1908, at 11.45 o'clock a. m., or so soon thereafter as the business of the ordinary general meeting of the

devant avoir lieu à 11.30 le même jour et au même endroit, seront terminées, dans le but de prendre en considération et si il est à propos de passer une résolution consentant et approuvant les dispositions de la dite loi concernant le changement du pouvoir de voter les déventures actuelles, le capital action et l'élection des directeurs de la compagnie.

Par ordre du bureau,  
CHAS. D. BRASSEY,  
Secrétaire.

Daté ce 18e jour d'avril 1908. 1597.2

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER  
QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions d'une loi de la législature de la province de Québec, de la présente session, intitulée: "Loi pour amender la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec Central", une assemblée spéciale des porteurs de sept pour cent "Income Bonds" de la compagnie, aura lieu aux bureaux de la compagnie, 5, rue Great Winchester, Londres, E. C., mercredi, le sixième jour de mai 1908, à 11.50 a. m., ou aussitôt après que les affaires de l'assemblée générale ordinaire de la compagnie, devant avoir lieu à 11.30, le même jour et au même endroit, seront terminées, dans le but de prendre en considération et si il est à propos de passer une résolution consentant et approuvant les dispositions de la dite loi concernant le changement du pouvoir de voter les déventures actuelles, le capital action et l'élection des directeurs de la compagnie.

Les porteurs des "Income Bonds" désirant assister ou voter à l'assemblée, doivent déposer leurs bonds aux bureaux de la compagnie trois jours au moins avant l'assemblée.

Par ordre du bureau,  
CHAS. D. BRASSEY,  
Secrétaire.

Daté ce 18e jour d'avril 1908. 1599.2

AVIS.

DANS LA COUR DE L'ECHIQUIER DU CANADA.

Une séance générale de la Cour de l'Echiquier du Canada pour l'instruction de causes, etc., aura lieu aux temps et endroit suivants, pourvu que quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction et inscrite pour audition au bureau du registraire de la cour, à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance; et si aucune cause ou affaire est ainsi entrée ou inscrite pour aucune telle séance, alors la dite séance n'aura pas lieu, à savoir:

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant mardi, le 28e jour d'avril A. D., 1908, à 11 heures a. m.

Par ordre,  
L. A. AUDETTE,  
1477-3 Régistraire.

Avis public est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Canadian du Pacifique vendra aux enchères publiques, mercredi, le sixième jour de mai 1908, à dix heures a. m., à la partie ouest de sa salle à bagage à la gare Windsor, dont l'entrée est sur la rue Osborne, dans la cité de Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze (12) mois, et sur le produit de la vente la compagnie se paiera de ses taux et de tous frais raisonnables pour l'emmagasinage, les annonces et la vente de ces marchandises et effets, et le surplus du produit de la dite vente, s'il en reste, sera retenu par la compagnie pendant une période de trois mois, pour être remis à quiconque y aura droit.

La compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique,

Par W. G. ANNABLE,  
Agent général du bagage.  
Montréal, 23 mars 1908. 1337.5

company, to be held at 11.30 o'clock, on the same day and at the same place, shall have been concluded, for the purpose of considering and if thought fit passing a resolution consenting and approving of the provisions of the said act in regard to rearranging of the voting power of the existing debenture and share capital and the election of directors of the company.

By order of the board,  
CHAS. D. BRASSEY,  
Secretary.

Dated this 18th day of April, 1908. 1598

THE QUEBEC CENTRAL RAILWAY  
COMPANY.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of an act of the legislature of the province of Quebec, of the present session, entitled: "Act to amend the charter of the Quebec Central Railway Company", a special meeting of the holders of the seven per cent income bonds of the company, will be held at the offices of the company, 5, Great Winchester street, London, E. C., on Wednesday, the sixth day of May, 1908 at 11.50 o'clock a. m., or so soon thereafter as the business of the ordinary general meeting of the company, to be held at 11.30 o'clock, on the same day and at the same place, shall have been concluded, for the purpose of considering and if thought fit passing resolution consenting and approving of the provisions of the said act in regard to rearranging of the voting power of the existing debenture and share capital and the election of directors of the company.

Income bond holders desirous of attending or voting at the meeting, must deposit their bonds at the offices at least three days before the meeting.

By order of the board,  
CHAS. D. BRASSEY,  
Secretary.

Dated this 18th day of April, 1908. 1600

NOTICE.

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.

A general sitting of The Exchequer Court of Canada, for the trial of cases, &c., will be holden at the following time and place, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing at the office of the registrar of the court, at Ottawa, at least ten days before the day appointed for such sitting; and if no case or matter is so entered or set down for such sitting, then the same shall not be holden, viz:

At the court house, in the city of Québec, P. Q., commencing on Tuesday, the 28th day of April A. D., 1908, at 11 A. M.

By order,  
L. A. AUDETTE,  
1478 Registrar.

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Wednesday, the 6th day of May, 1908, at ten o'clock a. m., in the west end of the baggage-room at Windsor street station, entrance on Osborne street, in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the company, unclaimed for a space of twelve (12) months, and that the company out of the proceeds of such sale will retain such tolls and reasonable charges for storing, advertising and selling of such goods and baggage, and the balance of the proceeds of such sale, if any, shall be kept by the company for a period of three (3) months, to be paid over to any person entitled thereto.

The Canadian Pacific Railway Company,

per W. G. ANNABLE,  
General baggage agent.  
Montreal, 23rd March, 1908. 1338

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Dame Georgiana Mercier (W. Monette & Cie),  
 Failli.

Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal, ai été nommé curateur à la faillite du sus-nommé par l'honorable juge Davidson, le 21e jour d'avril 1908.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, s'ils ne l'ont pas encore fait, No 15, rue Saint-Jacques, Montréal, dans les trente jours de la date du présent avis.

F. X. BILODEAU,  
 Curateur.  
 1647

Montréal, 21 avril 1908.

Province de Québec, }  
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*  
 No 43.

Dans l'affaire de Pierre Godreau, Saint-Jean, P. Q. Failli.

Avis est donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 14 mai 1908, date après laquelle les dividendes seront payables à mon bureau.

C. H. BEAUCHEMIN,  
 Curateur.

Bureau : 12, rue Saint-Jacques.  
 Saint-Jean, 22 avril 1908. 1645

Province de Québec, }  
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*

*In re* Albert H. Nelson Kennedy, Insolvable.  
 Avis est par le présent donné que, par un ordre de la cour, en date du 10 avril 1908, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées devront être produites à mon bureau dans un délai de trente jours, si elles ne l'ont pas déjà été.

W. S. O'NEIL,  
 Curateur.

Buckingham, Qué., 11 avril 1908. 1637

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

*In re* J. E. Benoit, Demandeur ;  
 vs  
 Alexandre Bernard, agent, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, en date du 21e jour d'avril 1908, j'ai été nommé curateur aux biens du dit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous trente jours pour être colloquées.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.  
 Montréal, 21 avril 1908. 1665

Province de Québec, }  
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Charles Clement, restaurateur, Saint-Hyacinthe, Insolvable.

Avis est par le présent donné que, par une ordonnance de la cour, en date du 15 avril courant, le soussigné a été nommé curateur aux biens du failli.

Les créanciers devront produire leur réclamations dûment assermentées, entre ses mains sous trente jours de cette date.

RENÉ MORIN,  
 Curateur.

155, rue Girouard, Saint-Hyacinthe.  
 Saint-Hyacinthe, 16 avril 1908. 1635

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Georgiana Mercier (W. Monette & Co.)  
 Insolvent.

I, the undersigned, accountant, of the city of Montreal, have been duly appointed curator to above named insolvent estate by Honorable judge Davidson, on the 21st day of April, 1908.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at my office, if they have not already done so, No. 15, Saint James street, Montreal, within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,  
 Curator.  
 1648

Montreal, 21st April, 1908.

Province of Quebec, }  
 District of Iberville. } *Superior Court.*  
 No. 43.

In the matter of Pierre Godreau, Saint John's, Insolvent.

Notice is given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 14th May, 1908, after which date dividends will be payable at my office.

C. H. BEAUCHEMIN,  
 Curator.

Office : 12, Saint James street,  
 Saint John's, 22nd April, 1908. 1646

Province of Quebec, }  
 District of Ottawa. } *Superior Court.*

*In re* Albert H. Nelson Kennedy, Insolvent.

Notice is hereby given that the order of the court, dated the 10th of April, 1908, I have been appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims which have not yet been filed already must be filed at my office within thirty days.

W. S. O'NEIL,  
 Curator.

Buckingham, Que., 11th April, 1908. 1638

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court*

*In re* J. E. Benoit, Plaintiff ;  
 vs  
 Alexandre Bernard, agent, of the city of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that, by order of this court, I was, on the 21st day of April instant, appointed curator to the property assigned by said defendant, for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within thirty days, to ensure their collocation for dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.  
 Montreal, 21st April, 1908. 1666

Province of Quebec, }  
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court*

In the matter of Charles Clement, hotelkeeper, Saint-Hyacinth, Insolvent

Notice is hereby given that, by an order of the court, dated 15th April instant, the undersigned has been appointed curator to the estate of said insolvent.

Creditors of said insolvent are required to file their claims with me within thirty days.

RENE MORIN,  
 Curator.

155, Girouard street, Saint Hyacinth.  
 Saint-Hyacinth, 16th April 1908. 1636

## Licitations

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 3134.

## LICITATION

Avis public est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Montréal, le trente mars 1908, dans la cause dans laquelle Dame Marie Albina Alberta Larin, épouse commune en biens de Georges Philéas Mercure, teneur de livres, tous deux de la dite cité de Montréal, et le dit Georges Philéas Mercure tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, sont Demandeurs; et Dame Marie Amanda Julia Larin, épouse contractuellement séparée de biens de Léon Alphonse Taillon courtier, tous deux de la cité et du district de Montréal, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Dame Marie Graziella Léda Larin, épouse contractuellement séparée de biens de Edouard Arthur Gosselin, comptable, tous deux de la cité de New-York dans l'état de New-York, l'un des états unis d'Amérique, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Edouard Larin, driver de bière, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, Dame Delima Larin, épouse contractuellement séparée de biens de Téléphore Valade, bourgeois, tous deux de la cité et district de Montréal, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Dame Ailda Larin, veuve de Siméon Aubin, en son vivant instituteur, de la cité de Montréal; Dame Malvina Larin, épouse séparée de biens de Médéric Lanctot, tous deux de la cité de Montréal, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Napoléon Larin, autrefois de Montréal suadit, maintenant dans les états-unis d'Amérique, Dlle Maria Larin, fille majeure et usant de ses droits, de la cité de Montréal, Francis alias François Larin, agent, du même lieu, Aimé Larin, commis de bar, du même lieu, Dame Marie Louise Blanche Rose Larin, épouse séparée de biens de Ernest A. Saint-Onge, tous deux de la cité de Montréal, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Dame Delia Larin, épouse séparée de biens de Arthur Hamel, tous deux de la dite cité de Montréal, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Louis Larin, bijoutier, du même lieu, Honoré Larin, absent du pays, Francis alias François Larin, en sa qualité de tuteur dûment nommé à Léopold et à Edmond Larin, tous deux mineurs, de la cité de Montréal, Charles Larin, Napoléon Larin, Ernest Larin, Louis Larin, Antoinette Larin, fille majeure usant de ses droits, ces six derniers de la cité et du district de Montréal, Dame Maggie Mulligan, veuve de Wilbrod Larin, en sa qualité de légataire universelle de ce dernier, de Burlington, état de Vermont, états unis d'Amérique, Corinne Larin, en religion Révde sœur Ronilde du Sacré-Cœur, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, l'un des états unis d'Amérique, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit:

1° Un emplacement situé au quartier Saint-Louis, en la dite cité de Montréal, contenant vingt trois pieds de front sur soixante-quinze pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, composé des vingt-trois pieds nord-ouest de la largeur du numéro dix-sept, de la subdivision officielle du numéro neuf cent soixante-deux, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, et borné en front au nord-est par la rue Saint-Hypolite, derrière au sud-est par un des deux passages ci-dessous mentionnés, d'un côté au nord-ouest par la rue Roy, et d'autre côté au sud-est par l'empla-

## Licitations

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 3134.

## LICITATION

Notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, on the thirtieth day of March, 1908, in a cause in which Dame Marie Albina Alberta Larin, wife common as to property of George Phileas Mercure, book-keeper, both of the city of Montreal, and the said George Phileas Mercure, as well personally as to assist his said wife for the purposes hereof, are Plainiffs; and Dame Marie Amanda Julia Larin, wife separated as to property by marriage contract of Leon Alphonse Taillon, broker, both of the city and district of Montreal, and the latter in so far as need be to authorize his said wife for the purposes hereof; Dame Marie Graziella Léda Larin, wife separated as to property by marriage contract of Edouard Arthur Gosselin, accountant, both of the city of New-York in the state of New-York, one of the united states of America, and the latter in so far as need be to authorize his said wife for the purposes hereof; Edouard Larin, beer driver, of the town of Saint Louis, district of Montreal; Dame Delima Larin, wife separated as to property by marriage contract of Telesphore Valade, gentleman, both of the city and district of Montreal, and the latter in so far as need be to authorize his said wife for the purposes hereof; Dame Ailda Larin, widow of Siméon Aubin, in his lifetime, teacher, of the city of Montreal; Dame Malvina Larin, wife separated as to property of Médéric Lanctot, both of the city of Montreal, and the latter in so far as need be to authorize his said wife for the purposes hereof; Napoléon Larin, formerly of Montreal aforesaid, now in the united states of America; Miss Maria Larin, spinster, and in the enjoyment of her rights, of the city of Montreal; Francis alias François Larin, agent, of the same place; Aimé Larin, bar tender, of the same place; Dame Marie Louise Blanche Rose Larin, wife separated as to property of Ernest A. Saint Onge, both of the city of Montreal, and the latter in so far as need be to authorize his said wife for the purposes hereof; Miss Delia Larin, wife separated as to property of Arthur Hamel, both of the said city of Montreal, and the latter in so far as need be to authorize his said wife for the purposes hereof; Louis Larin, jeweller, of the same place; Honoré Larin, absent from the country; Francis alias François Larin, in his quality of tutor duly appointed to Leopold and to Edmond Larin, both minors, of the city of Montreal, Charles Larin, Napoléon Larin, Ernest Larin, Louis Larin, Antoinette Larin, spinster, in the enjoyment of her rights, these six latter of the city and district of Montreal; Dame Maggie Mulligan, widow of Wilbrod Larin, in her quality of universal legatee of the latter, of Burlington, state of Vermont, one of the united states of America; Corinne Larin, in religion Revd. sister Ronilde du Sacré-Cœur, of the city of New York, in the state of New-York, one of the united states of America, are Defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows:

1. A lot situate in Saint Louis ward, in the said city of Montreal, containing twenty three feet in front by seventy five feet in depth, the whole english measure and more or less, made up of the north west twenty three feet of the width of number seventeen, of the official subdivision of number nine hundred and seventy one, of the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, and bounded in front to the north east by Saint Hypolite street, in rear to the south east by one of the two passages herein above mentioned, on one side to the north west by Roy street, and on the

cement ci-après décrit - avec une maison en brique sur fondations en pierre divisée en deux logements, un hangar à bois et autres dépendances sus-érigées ; avec aussi droit et sujet à la servitude de passage en commun avec d'autres y ayant droit, dans les deux passages existant, l'un en arrière de l'emplacement présentement décrit, et l'autre sur l'emplacement portant le numéro douze, de la subdivision officielle du numéro neuf cent soixante et onze, des dits plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, le long de la ligne latérale sud-est du dit numéro douze, pour communiquer par les dits deux passages aux rues Roy et Saint-Hypolite, tel que les dits deux passages ont été établis par acte, à cet effet passé entre William V. B. Hall et C. F. Papineau devant M<sup>re</sup>. F. J. Durand, notaire, à Montréal, le huit octobre mil huit cent soixante et quatorze, enregistré à Montréal, le premier de décembre suivant (1874), sous le numéro 82841.

2° Un emplacement situé dans le dit quartier Saint-Louis, contenant vingt-trois pieds de front sur soixante et quinze pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et composé des vingt-un pieds sud-est de la largeur du numéro dix-sept et des deux pieds nord-ouest de la largeur du numéro seize, de la subdivision officielle du numéro neuf cent soixante-onze, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, et borné en front au nord-est par la rue Saint-Hypolite, derrière au sud-ouest par l'un des passages ci-dessus mentionnés, d'un côté au nord-ouest par l'emplacement ci-dessus décrit, et d'autre côté au sud-est par l'emplacement qui va être ci-après et immédiatement désigné, avec une maison en brique sur fondations en pierre, divisée en deux logements, un hangar à bois et autres dépendances sus-érigées avec aussi droit et sujet à la servitude de passage en commun avec d'autres dans les deux passages mentionnés dans la description de l'emplacement ci-dessus décrit en premier lieu, et de la manière y mentionnée.

3° Un autre emplacement situé au dit quartier Saint-Louis, contenant vingt-trois pieds de front sur soixante-quinze pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, composé des vingt-trois pieds sud-est de la largeur du numéro seize, de la subdivision officielle du numéro neuf cent soixante-onze, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, et borné en front au nord-est par la rue Saint-Hypolite, derrière au sud-ouest par l'un des passages ci-dessus mentionnés d'un côté au nord-ouest par l'emplacement ci-dessus décrit en deuxième lieu, et d'autre côté au sud-est par l'emplacement ci-dessus décrit en quatrième lieu—avec une maison en brique sur fondations en pierre à deux étages outre le soubassement et les mansardes divisée en deux logements, un hangar et autres dépendances sus-érigées, avec aussi droit et sujet à la servitude de passage en commun avec d'autres y ayant droit, dans les deux passages mentionnés dans la description de l'emplacement ci-dessus décrit en premier lieu et de la manière y mentionnée.

4° Enfin, un emplacement situé au dit quartier Saint-Louis, contenant vingt-trois pieds de front sur soixante-quinze pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, composé des vingt-trois pieds nord-ouest de la largeur du numéro quinze, de la subdivision officielle du numéro neuf cent soixante-onze, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, et borné en front au nord-est par la rue Saint-Hypolite, derrière au sud-ouest par l'un des deux passages ci-dessus mentionnés, d'un côté au nord-ouest par l'emplacement décrit en troisième lieu, d'autre côté au sud-est par l'emplacement vendu à John Henderson, écr. avec une maison en brique sur fondations en pierre à deux étages, outre le soubassement et les mansardes divisée en deux logements, avec aussi droit et sujet à la servitude de passage en commun avec d'autres dans les deux passages mentionnés dans la descrip-

tion side to the south east by the lot herein after described—with a brick house on stone foundations divided into two dwellings, a wood shed and other dependences therein erected ; also with the right and subject to the servitude of passage in common with the others entitled thereto in the two passages existing, one in rear of the lot now described, and the other on the lot bearing the number twelve of the official subdivision of the number nine hundred and seventy one, of the said official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, along the south east side line of the said number twelve, to communicate by the said two passages with Roy and Saint Hypolite streets, such as the said passages have been established by deeds to that effect passed between William V. B. Hall and C. F. Papineau, before M<sup>re</sup>. F. J. Durand, notary, at Montreal, on the eighth day of October, one thousand eight hundred and seventy four (1874), registered at Montreal, on the first of December next ; under the number 82841.

2. A lot situate in the said Saint Louis ward, containing twenty three feet in front by seventy five feet in depth, the whole english measure, and more or less, made up of the south east twenty one feet of the width of number seventeen, and of the north west two feet of the width of number sixteen, of the official subdivision of number nine hundred and seventy one, of the official plan and book of reference of the Saint Louis ward ; and bounded in front to the nord east by Saint Hypolite street, in rear on the south west by one of the passages herein above mentioned, on one side to the north west by the lot herein above described, and on the other side to the south east by the lot which is going to be herein after immediately described, with a brick house on stone foundations, divided in two dwellings, a wood shed and other dependences thereon erected, also the right and subject to the servitude of passage in common with others in the two passages mentioned in the description of the lot firstly herein above described, and in the manner therein mentioned.

3. A lot situate in the said Saint Louis ward, containing twenty three feet in front by seventy five feet in depth, the whole english measure, and more or less, made up of the south east twenty three feet of the width of number sixteen of the official subdivision of number nine hundred and seventy one, of the official plan and book of reference of said Saint Louis ward ; and bounded in front to the nord east by Saint Hypolite street, in rear to the south west, by one of the passages herein after mentioned, on one side to the north west by the lot secondly herein after described, and on the other side to the south east by the lot fourthly herein after described—with a two storey brick house on stone foundations besides the sub-basement and the attics divided into two dwellings, a shed and other dependences thereon erected, also with the others entitled thereto in the two passages mentioned in the description of the lot firstly herein above described, and in the manner therein mentioned.

4° Lastly, a lot situate in the said Saint Louis ward, containing twenty three feet in front by seventy five feet in depth, the whole english measure and more or less, made up of the north west twenty three feet of the width of number fifteen of the official subdivision of number nine hundred and seventy one of the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, and bounded in front to the north east by Saint Hypolite street, in rear to the south west by one of the passages herein after mentioned, on one side to the north west by the lot thirdly herein above described and on the other side to south east by the lot sold to John Henderson, esq., with a two storey brick house on stone foundations besides the sub-basement and the attics, divided into two dwellings, also with the right and subject to the servitude of passage in common with the others in the two passages men-

tion de l'emplacement ci-dessus décrit en premier lieu et de la manière y mentionnée.

Les numéros civiques des propriétés ci-dessus désignées sont : 236, 238, 240, 242, 244, 246, 248, 250 de l'avenue Coloniale, autrefois rue Saint-Hypolite.

5. Une propriété sise et située sur la rue avenue Prince George, à Montréal, étant les numéros officiels sur le plan et livre de renvoi du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal, treize cent neuf et treize cent dix, formant les dits lots qu'une même propriété.

Les numéros civiques des propriétés ci-dessus désignées sont : 1, 3, 5, 7, 9, 11, 13 et 15 de l'avenue du Prince-George—avec bâtisses dessus construites.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur, le CINQUIEME jour du mois de MAI 1908, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, chambre No. 31; sujet aux charges clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge et afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire, et qu'avant l'adjudication il sera exigé un dépôt de deux cents piastres de l'adjudicataire de chacun des quatre immeubles de l'avenue coloniale, et un dépôt de trois cents piastres de l'adjudicataire de la propriété de l'avenue Prince-George.

D. A. LAFONTAINE

Avocat des demandeurs.

Montréal 31 mars 1908. 1439.2

[Première publication, 4 avril 1908]

Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Gaspé, No 674. } Cour Supérieure.— Percé.

"The C. Robin Collas Co., Ltd," Demanderesse; vs Charles Bouchard et al, Défendeurs.

LICITATION.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Percé, dans le district de Gaspé, le trentième jour de janvier 1908, dans une cause dans laquelle "The C. Robin Collas Company, Limited", corps politique et incorporé, ayant, dans la province de Québec, son principal bureau d'affaires à Paspébiac, dans le comté de Bonaventure, en le district de Gaspé, est Demanderesse; et Charles Bouchard, de l'Anse du Cap, en le comté de Gaspé, Louise Bouchard, veuve de Joseph Collin, de Percé, en le dit comté, Sifroi Duguay, Jean Duguay et Alice Wafer, épouse d'Adélar Langlois, ci-devant de Newport, en le dit comté de Gaspé, et maintenant absents de la province de Québec, et le dit Adélar Langlois mis en cause pour assister et autoriser sa dite épouse, Joachim Bouchard, Achille Bouchard, Alfred Bouchard et Eliza Bouchard, épouse de Louis Girard, ci-devant de la cité de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, et le dit Louis Girard mis en cause pour assister et autoriser sa dite épouse, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir :

Un certain lot de terre de forme triangulaire, situé en le canton de Percé, en le dit comté de Gaspé, entre le Mont Joli et la terre connue sous le nom de "Shoolbred Patent", de la contenance de trois acres en superficie, et mesurant huit chaî-

tioned in the description of the lot firstly herein above described, and in the manner therein mentioned.

The civic numbers of the properties herein above described are : 236 238, 240, 242, 244, 246, 248, 250 of Colonial avenue, formerly Saint Hypolite street.

5. A property situate and being on Prince George avenue, at Montreal, being the official numbers on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, in the city of Montreal, thirteen hundred and nine, and thirteen hundred and ten, said lots forming one and the same property.

The civic numbers of the properties herein above described are : 1, 3, 5, 7, 9, 11, 13 and 15 of Prince George avenue—with buildings thereon erected.

The immovables above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FIFTH day of MAY, 1908, sitting the court, in the court room, No. 31, of the court house, of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges to be deposited in the office of the protonotary of the said court; and that any oppositions to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays limited, they will be foreclosed from so doing, and before the adjudication a deposit of two hundred dollars will be done by the purchaser for each of four immovables of Colonial avenue, and a deposit of three hundred dollars from the purchaser of the property of Prince-George avenue.

D. A. LAFORTUNE,

Attorney for plaintiffs.

Montreal, 31st March, 1908 1440

[First published, 4th April, 1908]

Province of Québec, District of Gaspé, County of Gaspé, No. 674. } Superior Court.— Percé.

The C. Robin Collas Co., Ltd., Plaintiff; vs Charles Bouchard et al, Defendants.

LICITATION.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Percé, in the district of Gaspé, on the thirtieth day of January, 1908, in a cause in which "The C. Robin Collas Co., Limited," a body politic and corporate, duly incorporated, having, in the province of Quebec, its principal place of business at Paspébiac, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, is Plaintiff; and Charles Bouchard, of Cape Cove, in the county of Gaspé, Louise Bouchard, widow of the late Joseph Collin, of Percé, in the said county of Gaspé, Sifroi Duguay, Jean Duguay and Alice Wafer, wife of Adélar Langlois, heretofore of Newport, in the said county of Gaspé, and now absent from the province of Quebec, and the said Adélar Langlois mis en cause to assist and authorize his said wife, Joachim Bouchard, Achille Bouchard, Alfred Bouchard and Eliza Bouchard, wife of Louis Girard, heretofore of the city of Montreal and now of parts unknown, and the said Louis Girard mis en cause to assist and authorize his said wife, are Defendants, ordering the licitation of a certain immovable, described as follows, to wit :

A certain lot of land of triangular form, situate in the township of Percé, in the said county of Gaspé, between "Mont Joli" and the land known as "Shoolbred Patent," containing three acres in superficies, and measuring eight chains and seventy

nes et soixante-quinze chaînons le long du cap au-dessus du rivage de la mer; et borné en front au nord-est au rivage de la mer, en arrière vers l'ouest par le dit lot "Shoolbred Patent," et vers le sud par une route qui le sépare de la commune de Mont Joli, lequel lot de terre est maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Percé, sous le numéro 450 (quatre cent cinquante).

L'immeuble ci dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, à DIX heures du matin, le NEUVIEME jour de juin prochain (1908), cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Percé; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droits de le faire.

A. S. GARNEAU,

Procureur de la demanderesse.

Percé, 17 mars 1908.

1391.2

[Première publication, 4 avril 1908].

Province de Québec, }  
District de Montréal. }

Cour Supérieure.

#### LICITATION.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 1er jour d'avril 1908, dans une certaine cause portant le No 2616 des records de la dite cour, où Clarence I. de Sola, marchand, Reverend A. D. Meldola de Sola, ministre, tous deux des cité et district de Montréal, Dame Rica de Sola, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Léonard P. Mendes, de la cité de New-York, dans les états-unis d'Amérique, agent d'annonces, et le dit Léonard P. Mendes afin d'autoriser sa dite épouse, sont Demandeurs; et Harry Percy David, avocat, Walter David, commis, Edna David, fille majeure, Mabel David, fille majeure, tous de la cité de New-York, dans les états-unis d'Amérique, Bertram David, attaché à la marine des États-Unis, maintenant de lieux inconnus, Esther Rosalie David, enfant mineur au-dessus de quatorze ans, de la cité de New-York, dans les états-unis d'Amérique, R. Sullivan David, de la ville de Saint-Lambert, dans le district de Montréal, comptable, en sa qualité de tuteur dûment nommé aux biens des dites Esther Rosalie David, Harline David, épouse de L. M. Ruben, agent d'assurance, et le dit L. M. Ruben afin d'autoriser sa dite épouse, Dame Catherine David, épouse de Francis Goddard Hendricks, marchand, et le dit Francis Goddard Hendricks afin d'autoriser sa dite épouse, Aaron Hart David, mécanicien, tous de la cité de New-York, un des états-unis d'Amérique, Dame Sarah Mathilda David, épouse de David A. Hart, docteur en médecine, de Montréal, et le dit David A. Hart afin d'autoriser sa dite épouse, The Royal Trust Company, corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur à Beatrice Brenda Ascher, interdite pour cause de folie, Albert Swindlehurst, de la cité de Montréal, comptable, en sa qualité de curateur dûment nommé à la succession vacante de Gershom de Sola, du même lieu, courtier, décédé Violet Rebekah Ascher, fille majeure, David de Sola Ascher, marchand, et Ernest I. Ascher, marchand, tous de Montréal, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble décrit comme suit, à savoir :

five links along the cape above the sea shore; bounded in front to the north east by the sea shore, in rear to the west by the said lot "Shoolbred Patent," and towards the south by a lane which separates it from the common of Mont Joli, which said lot of land is now known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Percé, under the number 450 (four hundred and fifty)."

The immoveable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, at TEN o'clock in the forenoon, on the NINTH day of JUNE next (1908), sitting the court, in the court room of the court house at Percé; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges to be deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays limited, they will be foreclosed from so doing.

A. S. GARNEAU,

Attorney for plaintiff.

Percé, 17th March, 1908,

1392

[First published, 4th April, 1908].

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }

Superior Court.

#### LICITATION

Notice is hereby given under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 1st day of April, 1908, in a certain case bearing the No. 2616 of the records of the said court, in which Clarence I. de Sola, merchant, the Reverend A. D. Meldola de Sola, minister, both of the city and district of Montreal, Dame Rica de Sola, wife separate as to property by contract of a marriage of Leonard P. Mendes, of the city of New York, in the united states of America, advertising agent, and the said Leonard P. Mendes to authorize his said wife, are Plaintiffs; and Harry Percy David, attorney-at-law, Walter David, clerk, Edna David, spinster, of the age of majority, Mabel David, spinster, of the age of majority, all of the city of New York, in the united states of America, Bertram David, attached to the united states navy, now of parts unknown, Esther Rosalie David, a minor over fourteen years of age, of the city of New York, in the united states of America, R. Sullivan David, of the town of Saint Lambert, in the district of Montreal, accountant, in his quality of tutor duly appointed to the property of the said Esther Rosalie David, Harline David, wife of L. M. Ruben, insurance agent, and the said L. M. Ruben to authorize his said wife, Dame Catherine David, wife of Francis Goddard Hendricks, salesman, and the said Francis Goddard Hendricks to authorize his said wife, Aaron Hart David, mechanic, all of the city of New York, one of the united states of America, Dame Sarah Matilda David, wife of David A. Hart, doctor of medicine, of Montreal, and the said David A. Hart to authorize his said wife, the Royal Trust Company, a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, in its quality of curator to Beatrice Brenda Ascher, interdicted for insanity, Albert Swindlehurst, of the city of Montreal, accountant, in his quality of curator duly appointed to the vacant estate of Gershom de Sola, of the same place, broker, deceased, Violet Rebekah Ascher, spinster, of the age of majority, David de Sola Ascher, merchant, and Ernest I. Ascher, merchant, all of Montreal, are Defendants, ordering the licitation of that certain immoveable property described as follows, to wit :

Ce lot de terre situé dans la cité de Montréal, faisant front sur la rue Lagachetière-Ouest, connu et désigné comme lot No 568, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, Montréal — avec les bâtisses sus-érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, MARDI, le CINQUIÈME jour de MAI 1908, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans le palais de justice, dans la cité de Montréal, dans la salle d'audience No 31, du dit palais de justice; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, aux moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

LAFLEUR, MACDOUGALL,  
MACFARLANE & POPE,

1437.2 Procureurs d'a demandeurs.  
[Première publication, 4 avril 1908.]

### Ratification

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
No 67.

Aviz est par le présent donné qu'il a été déposé le seize avril 1908, au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte de vente passé devant M<sup>re</sup> G. A. Leblanc, notaire, de la paroisse de Saint-Philippe, district de Montréal, le 7 octobre 1907, étant une vente par Arcade Ménard, boulanger, à Samuel Palin, cultivateur, tous deux du même lieu, de Saint-Philippe, de l'immeuble suivant :

Un lot de terre avec bâtisses sus-érigées situé en la paroisse de Saint-Philippe, district de Montréal, portant le No 161, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe, et en la possession du dit Arcade Ménard, comme propriétaire, pendant les trois dernières années qui ont précédé le dit acte, et en la possession du dit Samuel Palin, depuis la date du dit acte qui lui en a conféré la propriété; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble avant l'enregistrement du dit acte, par lequel le dit lot a été acquis par le dit Samuel Palin, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour le deux de juin prochain 1908, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du protonotaire dans les six jours après le susdit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,  
Député protonotaire C. S.

M<sup>rs</sup>. Pelletier & Létourneau,  
Avocats des requérants.  
Montréal, 16 avril 1908 1651  
[Première publication, 25 avril 1908.]

That certain lot of land situated in the city of Montreal, fronting on Lagachetiere street West, known and designated as lot No. 568, on the official plan and book of reference of the Saint Lawrence ward, Montreal—with the buildings thereon erected.

That the said immovable will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on TUESDAY, the FIFTH day of MAY 1908, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, at the sitting of this court, at the court house, at the city of Montreal, in room 31, of the said court house; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges and conditions of sale deposited in the office of the protonotary of the said court; and that any oppositions to annul, to secure charges or withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the protonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after adjudication; and on failure of parties to file such opposition within the delays hereinafore mentioned, they will be foreclosed from so doing.

LAFLEUR MACDOUGALL,  
MACFARLANE & POPE,

1438 Attorneys for plaintiffs.  
[First published, 4th April, 1908.]

### Ratification

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 67.

Notice is hereby given that on the 16th of April, 1908, there has been lodged in the office of the protonotary of the superior court in the district of Montreal, a deed of sale executed before M<sup>re</sup> G. A. Leblanc, notary, of the parish of Saint Philippe, district of Montreal, on the 7th day of October, 1907, being a sale by Arcade Ménard, baker, to Samuel Palin, farmer, both of Saint Philippe aforesaid, of the following immovable :

A lot of land with buildings thereon erected, situate in the parish of Saint Philippe, district of Montreal, bearing the No. 161, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Philippe, and possessed by the said Arcade Ménard, as proprietor, for the three years with-precaded the said deed, and in the possession of the said Samuel Palin, since the date of the passing of the said deed which conferred the said proprietorship into him; and all persons who claim any privilege<sup>or</sup> or hypothec upon the said immovable immediately before the registration of the said deed, by which the said lot was acquired by the said Samuel Palin, are hereby notified that application will be made to the said court on the second day of June next, 1908, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said protonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,  
Deputy protonotary S. C.

Messrs. Pelletier & Létourneau,  
Attorneys for said petitioners.  
Montreal, 16th April, 1908. 1652  
[First published, 25th April, 1908.]

## Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

## MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : **J**OSEPH BEAU-  
No 210. **L**IEU, failli ; et **V**IC-  
TOR MORISSET, curateur.

Conformément à l'art. 879, C. P. C.

1° La moitié du lot numéro dix-huit (18), dans le neuvième rang du canton d'Irlande, contenant environ cent arpents en superficie, maintenant connue comme étant les numéros cinq cent quarante-cinq et cinq cent quarante-six (545 et 546), du cadastre officiel pour le dit canton d'Irlande—circonstances et dépendances.

2° Une fromagerie et une beurrerie érigées sur un terrain n'appartenant pas au dit failli, et situé dans le neuvième rang du canton d'Irlande, et sur tolérance du propriétaire du dit terrain.

3° Un terrain faisant partie du lot cadastral numéro cinq cent soixante-huit, dans le dixième rang du canton d'Irlande, mesurant un arpent de front sur quatre arpents de profondeur ; borné en avant sur chemin public, en arrière à Joseph Roy, d'un côté à la route, de l'autre côté à Joseph Roy—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Adrien d'Irlande, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain 1908, à l'heure de MIDI.

P. L. TOUSIGNANT.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 21 avril 1908. 1649  
[Première publication, 25 avril 1908].

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Arthabaska, à savoir : **T**HEODORE HALLEY,  
No 22. **D**emandeur ; contre  
"THE CANADIAN CHROME COMPANY,  
LIMITED," Défenderesse.

La partie ouest du lot numéro seize (16), du rang A, dans le canton de Coleraine, comté de Mégantic, comprenant, le dit immeuble, cent acres en superficie, plus ou moins, avec les droits de mines y attachés, ainsi que les moulins, constructions, maisons, engins, machines et machineries servant à l'exploitation d'une mine de chrome exploitée sur le dit immeuble, avec aussi une ligne électrique, les chaussées, réservoirs et autres ouvrages construits sur ce terrain et les terrains avoisinants et utilisés pour l'exploitation de la dite mine de chrome.

A distraire, cependant, les machines suivantes se trouvant dans le moulin à scie construit sur le dit immeuble, savoir : une scie de 48 pouces, à dents rapportées, avec cable et tous les accessoires d'une scie à cône, et une autre scie de 30 pouces avec arbre de couche et autres accessoires, lesquels machines et accessoires sont la propriété de la compagnie manufacturière F. X. Bertrand.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford, le CINQUIEME jour de MAI prochain, 1908, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 3 avril 1908. 1455.2  
[Première publication, 4 avril 1908.]

## Ventes par le Shérif—Bedford

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

## Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : **J**OSEPH BEAU-  
No 210. **L**IEU, insolvent ; and  
VICTOR MORISSET, curator.

In conformity to art. 879, C. C. P.

1. One half of lot number eighteen (18), in the ninth range of the township of Ireland, containing about one hundred acres in superficies, now known as being numbers five hundred and forty five and five hundred and forty six (545 and 546), of official cadastre for said township of Ireland—circumstances and dependencies.

2. A cheese and butter factory erected on a piece of land not belonging to insolvent, and lying in the ninth range of the township of Ireland, with permission of proprietor of said piece of land.

3. A piece of land being part of cadastral lot number five hundred and sixty eight, in the tenth range of the township of Ireland, measuring one arpent in front by four arpents in depth ; bounded fronterly by the public road, in the rear by Joseph Roy, on one side by a route, and on the other side by Joseph Roy—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Adrien of Ireland on the TWENTY NINTH day of MAY next, 1908, at the hour of NOON.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaska, 21st April, 1908. 1650  
[First published, 25th April, 1908.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinth.

Arthabaska to wit : **T**HEODORE HALLEY,  
No. 22. **P**laintiff ; against **T**HE  
CANADIAN CHROME COMPANY, LIMITED,  
Defendant.

The west part of lot number sixteen (16), of range A, in the township of Coleraine, county of Mégantic, measuring said immoveable, one hundred acres in superficies, more or less, with the rights of mining thereto attached, as well as the mills, buildings, houses, engines, machine and machineries pertaining to the working of a chrome mine worked on said immoveable, also with an electrical line, dams, reservoirs and other works erected on this piece of land and adjoining lands and used in the working up of said chrome mine.

Reserving, however, the following machines to be found in the saw mills erected on said immoveable, to wit : a 48 inches saw with adjustable notches, and cable with all accessories required of a scie à cône, and a 30 inches saw with its shaft and other accessories, which machines and things pertaining thereto are the property of the F. X. Bertrand Manufacturing Company.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford, on the FIFTH day of MAY next, 1908, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaska, 3rd April, 1908. 1456  
[First published, 4th April, 1908.]

## Sheriff's Sales—Bedford

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District de Bedford.*

Province of Québec, } DAME MARY ANN  
 District de Bedford. } SIXBY, du village de  
 No 6898. } Philipsburg, dans le district  
 de Bedford, fille majeure usant de ses droits. De-  
 manderesse; contre les meubles et immeubles DES  
 HERITIERS de feu E. C. Burke, décédé dans les  
 six mois précédents, en son vivant du même lieu,  
 Défendeurs.

La moitié indivise de ce lot de terre situé dans le  
 village de Philipsburg, district de Bedford, connu  
 aux plan et livre de renvoi officiels du dit village,  
 sous le numéro soixante et dix-neuf (79), contenant  
 environ soixante et cinq verges et trois quarts (65 $\frac{3}{4}$ )  
 en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-  
 érigées et améliorations faites.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du  
 comté de Missisquoi, dans la ville de Bedford,  
 dans le dit district de Bedford, le TRENTIEME  
 jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-  
 midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,

Sweetsburg, 14 avril 1908.

[Première publication, 25 avril 1908.]

Shérif.

1639

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Bedford.*

Province of Québec, } DAME MARY ANN  
 District of Bedford. } SIXBY, of the village  
 No 6898. } of Philipsburg, in the district  
 of Bedford, spinster, of the age of majority and in  
 the full exercise of her rights, Plaintiff; against the  
 goods and lands of THE HEIRS of the late E. C.  
 Burke, deceased within the previous six months, in  
 his lifetime of the same place, Defendants.

The undivided half of that certain lot of land  
 situated in the village of Philipsburg, district of  
 Bedford, known on the official plan and in the  
 book of reference of the said village, under the  
 number seventy nine (79), containing about sixty  
 five rods and three quarters (65 $\frac{3}{4}$ ) in superficies,  
 more or less—with the buildings and improvements  
 thereon.

To be sold at the registry office for the county  
 of Missisquoi, in the town of Bedford, in said dis-  
 trict of Bedford, on the THIRTIETH day of MAY  
 next, at the hour of TEN of the clock in the fore-  
 noon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,

Sweetsburg, 14th April, 1908.

[First published, 25th April, 1908.]

Sheriff.

1640

## Ventes par le Shérif—Chicoutimi

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les  
 TERRES et HERITAGES sous-mentionnés  
 ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
 respectifs tel que mentionné plus bas

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—Saint Hyacinthe.*

Chicoutimi, à savoir: } PASCHAL ARSENE  
 No 130. } LEFEBVRE, mar-  
 chand, des cité et district de Saint-Hyacinthe, De-  
 mandeur; contre CAMILLE FOURNIER, de la  
 ville de Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi,  
 Défendeur.

La juste moitié indivise d'un terrain situé dans le  
 quartier ouest de la ville de Chicoutimi, étant le  
 numéro trois, de la subdivision du numéro huit  
 cent soixante et deux (862), des plan et livre de  
 renvoi officiels du cadastre de la dite ville de Chi-  
 coutimi; borné le dit numéro trois, vers le nord au  
 No 862-2, vers l'est par la rue Montcalm, vers le  
 sud par le No 862-10, vers l'ouest par le No 862 9,  
 ayant cinquante pieds de front sur soixante et  
 quinze pieds de profondeur, contenant en superficie  
 trois mille neuf cent cinquante pieds—avec ensem-  
 ble une juste moitié indivise de la maison et des  
 autres bâtisses construites sur le terrain.

Pour être vendue au bureau du shérif soussigné,  
 au palais de justice, à Chicoutimi, à DIX heures de  
 l'avant-midi, le SIXIEME jour de MAI prochain.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif,

Chicoutimi, 31 mars 1908.

[Première publication, 4 avril 1908.]

Shérif.

1447.2

## Sheriff's Sales—Chicoutimi

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
 dermentioned LANDS and TENEMENTS  
 have been seized, and will be sold at the respective  
 times and place mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court—Saint Hyacinthe.*

Chicoutimi, to wit: } PASCHAL ARSENE LE-  
 No 130. } FEBVRE, merchant, of  
 the city and district of Saint Hyacinthe, Plaintiff;  
 against CAMILLE FOURNIER, of the town of  
 Chicoutimi, in the district of Chicoutimi, Defendant.

The exact undivided half of a land situate in the  
 west ward of the town of Chicoutimi, being number  
 three, of the subdivision of number eight hundred  
 and sixty two (862), of the official plan and book of  
 reference of the cadastre of the said town of Chi-  
 coutimi; said lot number three being bounded on  
 the north by No. 862-2, on the east by Montcalm  
 street, on the south by No. 862-10, on the west by  
 No. 862-9, measuring fifty feet in front by seventy  
 five feet in depth, containing in area three thousand  
 nine hundred and fifty feet—with the undivided  
 half of the house and of the other buildings erected  
 on the lot.

To be sold at the office of the undersigned sheriff,  
 in the court house, at Chicoutimi, on the SIXTH  
 day of the month of MAY next, at TEN o'clock in  
 the forenoon.

O. BOSSÉ,

Sheriff's Office,

Chicoutimi, 31st March, 1908.

[First published, 4th April, 1908.]

Sheriff

1448

## Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les  
 TERRES et HERITAGES sous-mentionnés  
 ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
 respectifs tel que mentionné plus.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Kamouraska.*

Fraserville, à savoir: } PIERRE CLOUTIER,  
 No 3927. } marchand, de la

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Kamouraska.*

Fraserville, to wit: } PIERRE CLOUTIER,  
 No. 3927. } merchant, of the parish

## Sheriff's Sales—Kamouraska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
 der mentioned LANDS and TENEMENTS has  
 been seized, and will be sold at the respective time  
 and place mentioned below.

paroisse de Notre-Dame du Lac, Témiscouata, Demandeur ; contre AUGURE CORBIN, cultivateur, de Saint-Eusèbe, Témiscouata, Défendeur.

Un droit de réméré sur la terre située au douzième rang du canton Cabano, comté de Témiscouata, connue sous le numéro vingt-deux (No 22), et sur les bâties dessus construites, appartenances et dépendances, droit résultant d'un acte de vente à réméré consenti par le dit Augure Corbin à Daniel Côté, cultivateur, de Notre-Dame du Lac, le huit juin mil neuf cent sept, devant Mre C. F. Beaulieu, notaire, de Notre-Dame du Lac.

Pour être vendu à mon bureau, à Fraserville, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI mil neuf cent huit, à DIX heures de l'avant-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du shérif, Shérif.  
Fraserville, 22 avril 1908. 1663  
[Première publication, 25 avril 1908].

### Ventes par le Shérif—Montréal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montreal.*

Montréal, à savoir : } **DAME MAUD MARY**  
No 2990. } **STEELE**, ci-devant  
veuve de feu George Ernest Muir, en son vivant des cité et district de Montreal, maintenant épouse séparée de biens par contrat de mariage de Francis E. Devlin, du même lieu, docteur en médecine, et par son dit mari dûment autorisée pour toutes les fins d'icelui, et le dit Francis E. Devlin, dans le but d'autoriser sa dite épouse, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **THOMAS FRASER**, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, marchand à commission, Défendeur.

Cet emplacement situé dans la ville de Westmount, dans le district de Montréal, composé de la plus grande partie ou de la partie sud-est de la subdivision numéros dix-huit et dix-neuf, du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro deux cent quatorze et plus particulièrement décrit sur le plan de résubdivision fait et déposé de la dite subdivision sous les numéros deux cent quatorze-dix-huit B, deux cent quatorze-dix-huit C et deux cent quatorze-dix-neuf (214-18 B, 214-18 C, et 214-19) contenant soixante et quinze pieds de largeur sur la ligne de l'avenue Prince Albert sur quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins. Le dit emplacement composé comme susdit était borné comme suit : en front au sud-ouest par l'Avenue Prince Albert, en arrière par partie du lot No 214-19 A, d'un côté vers le sud-est par les Nos 214-18 A et 214-19 B, et de l'autre côté vers le nord-ouest par les parties restantes des dits lots Nos 214-18 B, 214-18 C et 214-19—avec une maison en briques solides à trois étages sus-érigée, avec tous les droits, circonstances et dépendances.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 22 avril 1908. 1661  
[Première publication, 25 avril 1908.]

of Notre-Dame du Lac, Temiscouata, Plaintiff ; against AUGURE CORBIN, farmer, of Saint Eusebe, Temiscouata, Defendant.

A right of redemption on the land situate in the twelfth range of the township Cabano, county of Temiscouata, known as number twenty two (No. 22), and on the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, right resulting from a deed of sale with right of redemption passed by the said Augure Corbin to Daniel Côté, farmer, of Notre-Dame du Lac, on the eighth of June, one thousand nine hundred and seven, before Mre C. F. Beaulieu, notary, of Notre-Dame du Lac.

To be sold at my office, at Fraserville, on the TWENTY SEVENTH day of MAY, one thousand nine hundred and eight, at TEN of the clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Fraserville, 22nd April, 1908. 1664  
[First published, 25th April, 1908.]

### Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal to wit: } **DAME MAUD MARY**  
No. 2990. } **STEELE**, formerly widow  
of the late George Ernest Muir, in his lifetime of the city and district of Montreal, and now wife separate as to property by antenuptial contract of marriage of Francis E. Devlin, of the same place, doctor of medicine, and by her said husband duly authorized for all purposes hereof, and the said Francis E. Devlin, for the purpose of authorizing his said wife, Plaintiff ; against the lands and tenements of **THOMAS FRASER**, of the town of Westmount, in the district of Montreal, commission merchant, Defendant.

That certain emplacement situate in the town of Westmount, in the district of Montreal, composed of the greater or the south east portion of subdivision numbers eighteen and nineteen, of the lot known on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, by the number two hundred and fourteen and more particularly described on the re subdivision plan made and filed of said subdivision as numbers two hundred and fourteen eighteen B, two hundred and fourteen eighteen C and two hundred and fourteen-nineteen (214-18 B, 214-18 C and 214-19), containing seventy-five feet in width on the line of Prince Albert avenue by ninety-four feet in depth, english measure, more or less. The said emplacement composed as aforesaid being bounded as follows : in front to the south west by Prince Albert avenue, in rear by part of lot No. 214-19 A, on one side towards the south east by lots numbers 214-18 A and 214-19 B, and on the other side towards the north west by the remaining portions of said lots Nos. 214-18 B, 214-18 C and 214-19—with the three storey solid brick house thereon erected, with all the rights, members and appurtenances belonging thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 22nd April, 1908. 1662  
[First published, 25th April, 1908.]

## Ventes par le Shérif—St-François

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure. — District de Saint-François.*  
Saint-François, à savoir : } **OVIDE LAPOINTE,**  
No 188. } Demandeur ; contre  
**HILAIKE BEAUDOIN,** Défendeur.

1° Un certain morceau de terre situé dans le village de D'Israëli, dans le comté de Wolfe, connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro cinquante-six (pt. 56), des emplacements du dit village de D'Israëli, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Garthby, de la contenance de soixante et dix pieds de front sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur ; borné en front au sud-ouest par la deuxième avenue, d'un côté au sud-est par la sixième rue, de l'autre côté au nord-ouest par le terrain de Jean-Baptiste Cadorette, et en arrière au nord-est par la profondeur susdite—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un certain morceau de terre situé dans le village de D'Israëli, dans le comté de Wolfe, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cinquante-six (pt. 56), des emplacements du village de D'Israëli, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Garthby, de la contenance de soixante et dix pieds de largeur du côté sud-ouest, sur la profondeur d'environ soixante pieds ; borné en front au sud-est par la sixième rue, au nord-est par la rue circulaire, au nord-ouest par le terrain de Jean-Baptiste Cadorette, et au sud-ouest par le terrain de Hilaire Beaudoin, (le défendeur)—avec le moulin, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Luce D'Israëli, le CINQUIÈME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Sheriff's Office, R. A. BIRON,  
Sherbrooke, 31 mars 1908. Deputy Sheriff. 1419.2  
[Première publication, 4 avril 1908.]

## Sheriff's Sales—St. Francis

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court — District of Saint Francis.*  
Saint Francis, to wit : } **OVIDE LAPOINTE,**  
No. 188. } Plaintiff ; against  
**HILAIKE BEAUDOIN,** Defendant.

1. A certain piece of land situate in the village of D'Israeli, in the county of Wolfe, known and described as forming part of the lot number fifty six (pt. 56), of the lots of the village of D'Israeli, on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Garthby, containing seventy feet in front by ninety five feet in depth ; bounded in front to the south west by the second avenue, on one side to the south east by sixth street, on the other side to the north west by the land of Jean Baptiste Cadorette, and in rear to the north east by the depth aforesaid—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A certain piece of land situate in the village of D'Israeli, in the county of Wolfe, known and described as forming part of the lot number fifty six (pt. 56), of the lots of the village of D'Israeli, on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Garthby, containing seventy feet in width on the south west side, by a depth of about sixty feet ; bounded in front to the south east by sixth street, on the north east by circular street, on the north west by the land of Jean Baptiste Cadorette, and on the south west by the land of Hilaire Beaudoin (the defendant)—with the mill, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Luce d'Israëli, on the FIFTH day of MAY next, at ONE of the o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, R. A. BIRON,  
Sherbrooke, 31st March, 1908. Deputy Sheriff. 1420  
[First published, 4th April, 1908]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit. — District de Québec.*  
Trois-Rivières, à savoir : } **THE STERLING FIRE INSURANCE COMPANY,** corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, Demanderesse ; vs **JOSEPH DESMARAIS,** Défendeur.

1° Un lot de terre de trois arpents en superficie, situé sur les bords de la rivière Bécancourt, au nord d'icelle, dans le huitième rang du canton de Maddington, dans la paroisse de Saint-Sylvere, faisant partie et à être pris dans le lot numéro trois cent quatre-vingt-quatre (384), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Gertrude, de laquelle ce lot faisait partie ; borné ce dit lopin de terre par devant, vers le sud, à la dite rivière Bécancourt, et des autres côtés à Alex. Ouellette—avec une maison et autres dépendances, avec, de plus, un droit de passage pour communiquer de ce dit lot, de terre au chemin de front du dit huitième rang de Maddington.

## Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court. — District of Quebec.*  
Three Rivers, to wit : } **THE STERLING FIRE INSURANCE COMPANY,** a body politic and corporate, having its chief place of business in the city of Quebec, Plaintiff ; vs **JOSEPH DESMARAIS,** Defendant.

1. A lot of land of three arpents in area, situate on the banks of the river Bécancourt, on the north thereof, in the eighth range of the township of Maddington, in the parish of Saint Sylvere, forming part of and to be taken from the lot number three hundred and eighty four (384), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Gertrude, of which this lot forms part ; said lot of land bounded in front, to the south, by the said river Bécancourt, and on the other sides by Alex. Ouellette—with a house and other dependencies, with, moreover, a right of passage to communicate from the said lot of land to the front road of the said eighth range of Maddington.

2° Un lopin de terre étant une île appelée Isle Plate, dans la dite rivière Bécancourt, située en la paroisse de Saint-Sylvere, connu et désigné sous le numéro six cent vingt-quatre (624), du susdit cadastre avec les booms, quais, pouvoir d'eau et autres droits ayant rapport aux dits terrains, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sylvere, le SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 1er avril 1908. 1451.2  
[Première publication, 4 avril 1908.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District des Trois Rivières*

Trois-Rivières, à savoir : } LA BANQUE HO-  
No 260. } LAGAGA, corpo-  
poration légale, ayant son bureau d'affaires en la  
cité de Montréal, Demanderesse; vs GEORGE  
VAILLANCOURT, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

1° La juste moitié nord-est de la partie nord-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro soixante et onze (71), du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, compris entre le chemin Sainte-Marguerite au nord-ouest de la ligne de profondeur du lot No 70, du dit cadastre, appartenant à Isaac Houle, au sud-est, et contenant en total la dite partie du dit lot No 71, deux arpents et deux perches de front sur huit arpents et cinq perches de profondeur.

2° La partie nord-ouest du lot numéro soixante et douze (72), et la partie longitudinale sud-ouest du dit lot numéro soixante et onze (71), du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, comprises entre la ligne de profondeur du dit lot No 72, le divisant de la partie du lot numéro soixante et treize, appartenant à Kenneth Denoon, au nord-ouest, et la ligne du chemin de fer du Pacifique Canadien, au sud-est, contenant la dite portion de terre, la juste moitié de la largeur réunie des deux dits lots Nos 72 et 71, à cet endroit, qui est de deux arpents, deux perches et onze pieds en total sur environ quatre arpents et trois-quarts de profondeur.

3° La moitié indivise de la moitié nord-est d'une terre connue et désignée comme faisant partie du lot numéro soixante et onze et la totalité du lot numéro soixante et douze (71 et 72), du dit cadastre officiel, et contenant la totalité de la dite terre deux arpents, deux perches et onze pieds de front sur vingt-cinq arpents de profondeur; borné en front au chemin du Petit Village, en profondeur à la portion de terre ci-dessus en premier lieu décrite pour une partie, et à Kenneth Denoon pour l'autre partie, au côté nord-est à Isaac Houle, et au côté sud-ouest à Louis Julien.

4° La moitié indivise de la moitié sud-ouest de la portion de terre ci-dessus en premier lieu décrite—circonstances et dépendances.

5° La moitié indivise de la moitié sud-ouest d'une portion de terre située en la dite paroisse des Trois-Rivières, connue et désignée la dite portion de terre sous le numéro cent quatre (104), du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, contenant cinq perches de front sur quarante arpents de profondeur, étant une terre en bois debout.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse des Trois-Rivières, en la cité des Trois-Rivières, le CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 1er avril 1908. 1449.2  
[Première publication, 4 avril 1908.]

2. A lot of land being an island called "Plate Island," in the said river Bécancourt, situate in the parish of Saint Sylvere, known and described as number six hundred and twenty four (624), of the aforesaid cadastre—with the booms, wharves, water power and other rights relating to the said lots, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Sylvere, on the SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three River, 1st April, 1908. 1452  
[First published, 4th April, 1908.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } LA BANQUE HO-  
No. 260. } LAGA, a body politic,  
having its business office in the city of Montreal,  
Plaintiff; vs GEORGE VAILLANCOURT, De-  
fendant.

As belonging to the said defendant :

1. The exact north east half of the north west part of the lot of land known and described as number seventy one (71), of the official cadastre of the parish of Three Rivers, comprised between the Sainte Marguerite road on the north west and the rear line of lot No. 70, of the said cadastre belonging to Isaac Houle, on the south east, said part of the said lot No. 71 containing in all two arpents and two perches in front by eight arpents and five perches in depth.

2. The north west part of lot number seventy two (72), and the south west longitudinal part of the said lot number seventy one (71), of the official cadastre of the parish of Three Rivers, comprised between the rear line of the said lot No. 72, dividing it from the lot number seventy three, belonging to Kenneth Denoon, on the north west, and the line of the Canadian Pacific Railway, on the south east, said piece of land containing the exact half of the united width of the two said lots Nos. 72 and 71, at that place, which is two arpents, two perches and eleven feet in all by about four arpents and three fourths in depth.

3. The undivided half of the north east half of a land known and described as forming part of lot number seventy one and the whole of lot number seventy two (71 and 72), of the said official cadastre, and said land containing in all two arpents, two perches and eleven feet in front by twenty five arpents in depth; bounded in front by the road of the Petit Village, in depth by the piece of land hereinabove firstly describe, for a part, and by H. Kenneth Denoon for the other part, on the north east side by Isaac Houle, and on the south west side by Louis Julien.

4. The undivided half of the south west half of the piece of land hereinabove firstly described—circumstances and dependencies.

5. The undivided half of the south west half of a piece of land situate in the said parish of Three Rivers, said piece of land known and described as number one hundred and four (104), of the official cadastre of the parish of Three Rivers, containing five perches in front by forty arpents in depth, being a piece of land with wood on it.

To be sold at the church door of the parish of Three Rivers, in the city of Three Rivers, on the FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 1st April, 1908. 1450  
[First published, 4th April, 1908.]

## Avis du Gouvernement

MINISTÈRE DE LA COLONISATION, DES MINES ET  
DES PÊCHERIES.

Ordonnance pour fermeture d'un chemin sur le lot  
No 255 du cadastre dans Sainte-Béatrix,  
comté de Joliette.

Attendu qu'il appert à copie du procès-verbal de M. Joseph Brisson, surintendant spéciale, en date du 24 juin 1907, dûment homologué par le conseil municipal de la paroisse de Sainte-Béatrix, par résolution en date du 10 juillet 1907, puis confirmé plus tard avec amendement par le conseil municipal du comté de Joliette, siégeant en appel, que le détournement ou déplacement d'une certaine partie de chemin existant actuellement sur le lot 255, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Béatrix, a été ordonné; copie du dit procès-verbal ayant été déposé dans les archives du département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, sous le numéro 3286 des lettres reçues pour l'année 1908.

Attendu qu'autorisation de faire le dit détournement ou changement, conformément aux prescriptions du dit procès-verbal, nous a été demandée;

Attendu qu'il y a lieu d'accéder à cette demande, et qu'en vertu de l'article 1717, section 9, chapitre 7, des statuts refondus de la province de Québec, tels qu'amendés par 5 Edouard VII, chapitre 12, ce chemin ne peut être fermé sans une ordonnance du ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, des deniers du gouvernement y ayant été dépensés.

En conséquence, pour faire droit à la dite demande, j'autorise la fermeture de la partie du chemin abolie dans et par le dit procès-verbal, que le terrain de la partie de chemin ainsi abolie retourne à son ancien propriétaire.

C. R. DEVLIN,  
Ministre de la Colonisation,  
des Mines et des Pêcheries.

Québec, 22 avril 1908.

1671

Avis public est par les présentes donné que la société d'horticulture ci-après mentionnée, ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformée à toutes les exigences des statuts 56, Vict., ch. 21, s. 1, et 57 Vict., ch. 20, le soussigné autorise la formation de cette société, qui est par les présentes constituée en corporation.

Dans le comté de Kamouraska, la société ci-dessous est autorisée sous le nom suivant, savoir :

"Société d'horticulture du comté de Kamouraska".

JULES ALLARD,  
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 23 avril 1908.

1675

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au ministère de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de statuts 56 Victoria, chapitre 20, et 59 Victoria, chapitre 21, le soussigné autorise la formation de ce cercle, qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Labelle, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la mission de Notre-Dame de Pontmain".

JULES ALLARD,  
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 23 avril 1908.

1673

## Government Notices

DEPARTMENT OF COLONIZATION, MINES AND  
FISHERIES.

Order for closing a road on lot No. 255 of the ca-  
dastre in Sainte Beatrix, county of Joliette.

Whereas it appears by the copy of minutes of Mr. Joseph Brisson, special superintendent, dated the 24th of June, 1907, duly homologated by the municipal council of the parish of Saint-Beatrix, by resolution dated the 10th of July, 1907, then confirmed later on with an amendment by the municipal council of the county of Joliette, sitting in appeal, that the changing or displacing of a certain piece of road actually existing on lot 255, of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Sainte Beatrix, has been ordered; copy of the said petition having been deposited in the archives of the Department of Colonization, Mines and Fisheries, under the number 3286 of the letters received for the year 1908.

Whereas an authorization to make the said change or displacement, pursuant to the term of the said minutes, has been requested from us.

Whereas it is expedient to grant such request, and in virtue of article 1717, section 9, chapter 7, of the revised statutes of the province of Quebec, as amended by 5 Ed. VII, chapter 12, such road cannot be closed without an order from the Minister of Colonization, Mines and Fisheries, in as much as government moneys have been spent on it.

Therefore, in compliance with the said application, I do authorize the closing of the part of the road abolished in and by the said minutes, and order that the part of road abolished revert to its former proprietor.

C. R. DEVLIN,  
Minister of Colonization,  
Mines and Fisheries.

Quebec, 22nd April, 1908.

1672

Public notice is hereby given that the horticultural society hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statutes 56 Victoria, chapter 21, s. 1, and 57 Victoria, chapter 20, the undersigned authorize the formation of this society, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Kamouraska, the following society is authorized under the following name, to wit :

"The Horticultural Society of the county of Kamouraska".

JULES ALLARD,  
Minister of Agriculture.

Quebec, 23rd April, 1908.

1676

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Victoria, chapter 20, and 59 Victoria, chapter 21, the undersigned authorize the formation of this club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Labelle, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the Mission of Notre-Dame de Pontmain."

JULES ALLARD,  
Minister of Agriculture.

Quebec, 23rd April, 1908.

1674

## Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No. 1845.

Dame Georgiana Noël, épouse de James Hanley,  
charretier, dûment autorisée à ester en justice.  
Demanderesse;

vs

Le dit James Hanley, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée  
en cette cause, le 16ème jour d'avril 1908.

TURGEON, ROY & LANGLAIS,  
Procureurs de la demanderesse.  
Québec, 20 avril 1908. 1685

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2247.

Dame Marie Louise Daigneault, épouse de Théophile  
Gauthier, du Boulevard Saint-Paul, district  
de Montréal, dûment autorisée à ester en  
justice, Demanderesse;

vs

Théophile Gauthier, du même lieu, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée  
en cette cause, le 8e jour d'avril 1908.

RAOUL GUILBAULT,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 8 avril 1908. 1679

## Avis de Faillites

*District de Kamouraska.*

*In re* Napoléon Pelletier, marchand, Fraserville,  
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 22  
avril 1908, j'ai été nommé curateur aux biens de  
cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre  
cette succession sont requises de les produire  
devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 23 avril 1908. 1681

*District de Québec.*

*In re* Lucien Gosselin, Québec, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende  
a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objec-  
tion jusqu'au 11 mai 1908, date après laquelle ce  
dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 23 avril 1908. 1683

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

*In re* Euclide Gagnon, épiciier, de la cité de Mont-  
réal, Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier  
et dernier bordereau de dividende est préparé et  
sera payable à mon bureau, le et après le huitième  
jour de mai 1908.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curateur.

60, rue Notre-Dame-Est.  
Montréal, 22 avril 1908. 1669

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*  
No. 1845.

Dame Georgiana Noel, wife of James Hanley,  
carter, duly authorized to appear in judicial pro-  
ceeding, Plaintiff;

vs

The said James Hanley, Defendant.  
A suit for separation of property has been brought  
in this cause, on the 16th day of April, 1908.

TURGEON, ROY & LANGLAIS,  
Attorneys for plaintiff.  
Quebec, 20th April, 1908. 1686

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2247.

Dame Marie Louise Daigneault, wife of Théophile  
Gauthier, of Boulevard Saint Paul, district of  
Montreal, duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff;

vs

Théophile Gauthier, of the same place, Defendant.  
An action for separation as to property has been  
instituted on 8th day of April, 1908.

RAOUL GUILBAULT,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 8th April, 1908. 1680

## Bankrupt Notices

*District of Kamouraska.*

*In re* Napoléon Pelletier, merchant, Fraserville,  
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 22nd  
April, 1908, I have been appointed curator to this  
estate.

All persons having claims against this estate are  
requested to file them with me within thirty days  
from this date.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Québec, 23rd April, 1908. 1682

*District of Québec.*

*In re* Lucien Gosselin, Québec, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared  
in this matter, and will be open to objection until  
11th May, 1908, after which date this dividend  
will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Québec, 23rd April, 1908. 1684

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

*In re* Euclide Gagnon, grocer, of the city of Mon-  
tréal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final  
dividend sheet has been prepared and will be pay-  
able at my office, on or after the eighth day of May,  
1908.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curator.

60, Notre-Dame street East.  
Montreal, 22nd April, 1908. 1670

Province de Québec. }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieurs.*  
*In re* Denis Larivée, contracteur, de la ville de  
 Saint Lambert, district de Montréal, Failli.  
 Avis est par les présentes donné qu'un premier et  
 dernier bordereau de dividende est préparé et sera  
 payable à mon bureau, le et après le douzième jour  
 de mai 1908.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curateur.  
 No. 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.  
 Montréal, 22 avril 1908. 1667

Avis est par le présent donné que les soussignés  
 ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire  
 de P. C. Fortin, de Beauceville.

Les créanciers sont requis de produire leurs ré-  
 clamations assermentées dans un délai de 30 jours.  
 LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
 1677 Curateurs conjoints.

### Index de la Gazette Officielle de Québec No 17

**ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:**—Dmes Ayotte  
 vs Cossette, 809; Blanchette vs Lavigne, 810;  
 Connery vs Bourassa, 810; Craik vs Lindsay,  
 809; Daigneault vs Gauthier, 825; Diotte vs  
 Shinnick, 809; Gauthier vs Dubeau, 810;  
 Lachapelle vs Besette, 810; Leblanc vs Pelle-  
 tier, 810; Lefebvre vs Tousignant, 809; Legen-  
 dre vs Dumont, 808; Logan vs Mullin, 809;  
 Martin vs Mercier, 810; Noël vs Hanley, 825;  
 Rougeau vs Trudeau, 808; Tremblay vs Mar-  
 cotta, 808.

**ANNONCEURS:**—Avis aux:—Concernant avis, etc.,  
 801

**ASSEMBLÉES:**—Compagnie de chemin de fer de  
 Québec Central, 810.

**AVIS:**—Copie d'un acte d'hypothèque, déposée,  
 802; Cour d'Echiquier du Canada, 812.

**BILLS PRIVÉS, P. Q.:**—Avis au sujet des:—  
 Assemblée législative, 806; Conseil législatif,  
 804.

**CERCLES AGRICOLES:**—Formation de:—Mission de  
 Notre-Dame de Pontmain, 824; Paroisse de  
 Sainte-Hedwige, 802; Paroisse de Saint-  
 Gérard de Majella, 802.

**FAILLIS:**—Bernard, 813; Clément, 813; Fortin,  
 826; Gagnon, 825; Godreau, 813; Gosselin,  
 825; Kennedy, 813; Larivée, 826; Mercier  
 (Dme), 813; Pelletier, 825.

**LETTRES PATENTES:**—La Cie Hydraulique du Sa-  
 guenay, 804; Latour et Dupuis, 802.

**LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:**—Montreal  
 Water & Power Coy, 803.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ANNEXÉE OU ÉRIGÉE:**—  
 Divers lots de la municipalité de Saint-Paul de  
 Chester au village de Saint-Paul de Chester,  
 802.

**NOMINATIONS:**—Commissaire d'écoles:—Cité de  
 Montréal, 801.

**NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT:**—  
 J. A. Nadeau, 804; Donald M. Rowat, 801.

Province of Quebec. }  
 District of Montreal. } *Superior Court*  
*In re* Denis Larivée, contractor, of the town of  
 Saint Lambert, district of Montreal, Insolvent.  
 Notice is hereby given that a first and final  
 dividend sheet is prepared and will be payable at  
 my office, on or after the twelfth day of May, 1908.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curator.  
 60, Notre Dame street East, Montreal.  
 Montreal, 22nd April, 1908. 1668

Notice is hereby given that the undersigned  
 have been appointed joint curators in the matter of  
 P. C. Fortin, of Beauceville.

Creditors are required to file their claims attested,  
 within thirty days.  
 LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
 1678 Joint curators.

### Index of the Quebec Official Gazette, No. 17

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:**—Dmes  
 Ayotte vs Cossette, 809; Blanchette vs Lavi-  
 gne, 810; Connery vs Bourassa, 810; Craik vs  
 Lindsay, 809; Daigneault vs Gauthier, 825;  
 Diotte vs Shinnick, 809; Gauthier vs Dubeau,  
 810; Lachapelle vs Besette, 810; Leblanc vs Pel-  
 letier, 810; Lefebvre vs Tousignant, 809;  
 Legendre vs Dumont, 808; Logan vs Mullin,  
 809; Martin vs Mercier, 810; Noël vs Hanley,  
 825; Rougeau vs Trudeau, 808; Tremblay vs  
 Marcotta, 808.

**ADVERTISERS:**—Notice to:—Respecting notices, &c.,  
 801.

**MEETINGS:**—Quebec Central Railway Coy, 810.

**NOTICES:**—Copy of an indenture of mortgage,  
 deposited, 802; Exchequer Court of Canada,  
 812.

**PRIVATE BILLS, P. Q.:**—Notices respecting the:—  
 Legislative Assembly, 806; Legislative Council,  
 804.

**FARMERS' CLUBS:**—Formation of:—Mission of  
 Notre-Dame de Pontmain, 824; Parish of  
 Sainte-Hedwige, 802; Parish of Saint Gérard  
 de Majella, 802.

**INSOLVENTS:**—Bernard, 813; Clément, 813; For-  
 tin, 826; Gagnon, 825; Godreau, 813; Gosse-  
 lin, 825; Kennedy, 813; Larivée, 826; Mer-  
 cier (Dme), 813; Pelletier, 825.

**LETTERS PATENT:**—La Cie hydraulique du Sague-  
 nay, 804; Latour & Dupuis, 802.

**SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:**—Montreal  
 Water & Power Coy, 803.

**SCHOOL MUNICIPALITY ANNEXED OR ERRECTED:**—  
 Several lots of the municipality of Saint Paul  
 de Chester to the village of Saint Paul de  
 Chester, 802.

**APPOINTMENTS:**—School Commissioner:—City  
 of Montreal, 801.

**NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER:**—  
 J. A. Nadeau, 804; Donald M. Rowat, 801.

RATIFICATION :—Ménard & Palin, 818.

ROUTE, FERMETURE DE :—Sainte-Beatrix, Joliette, 824.

SOCIÉTÉ D'HORTICULTURE :—Comté de Kamouraska, 824.

VENTES PAR ENCAN :—Canadian Northern Quebec Railway, 810 ; Chemin de fer du Pacifique Canadien, 812.

VENTES PAR LICITATION :—DeSola et al. vs David et al, 817 ; Laurin (Dme) et vir vs Dme Laurin et al, 814 ; Robbin Collas Co. vs Bouchard et al, 816.

VENTES PAR LES SHÉRIFS .

ARTHABASKA :—Beaulieu, failli, 819 ; Halley vs The Canadian Chrome Coy, 819.

BEDFORD :—Sixby (Dme) vs héritiers Burke, 820.

CHICOUTIMI :—Lefebvre vs Fournier, 820.

KAMOURASKA :—Cloutier vs Corbin, 820.

MONTREAL :—Steele (Dme) vs Fraser, 821.

SAINTE-FRANÇOIS :—Lapointe vs Beaudoin, 822.

TROIS-RIVIÈRES :—La Banque Hochelaga vs Vailancourt, 823 ; The Sterling Fire Insurance Coy vs Desmarais, 822.

RATIFICATION :—Ménard & Palin, 818.

ROAD, CLOSING OF :—Sainte Beatrix, Joliette, 824.

HORTICULTURAL SOCIETY :—County of Kamouraska, 824.

AUCTION SALES :—Canadian Northern Quebec Railway, 810 ; Canadian Pacific Railway, 812.

SALES BY LICITATION :—DeSola et al. vs David et al, 817 ; Laurin (Dme) et vir vs Dme Laurin et al, 814 ; Robbin Collas Co. vs Bouchard et al, 816.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Beaulieu, insolvent, 819 ; Halley vs The Canadian Chrome Coy, 819.

BEDFORD :—Sixby (Dme) vs hiers Burke, 820.

CHICOUTIMI :—Lefebvre vs Fournier, 820.

KAMOURASKA :—Cloutier vs Corbin, 820.

MONTREAL :—Steele (Dme) vs Fraser, 821.

SAINTE-FRANÇOIS :—Lapointe vs Beaubien, 822.

TROIS-RIVIÈRES :—La Banque Hochelaga vs Vailancourt, 823 ; The Sterling Fire Insurance Coy vs Desmarais, 822.

